

# L'université et la guerre / R. Thamin,...

Thamin, Raymond (1857-1933). Auteur du texte. L'université et la guerre / R. Thamin,.... 1916.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

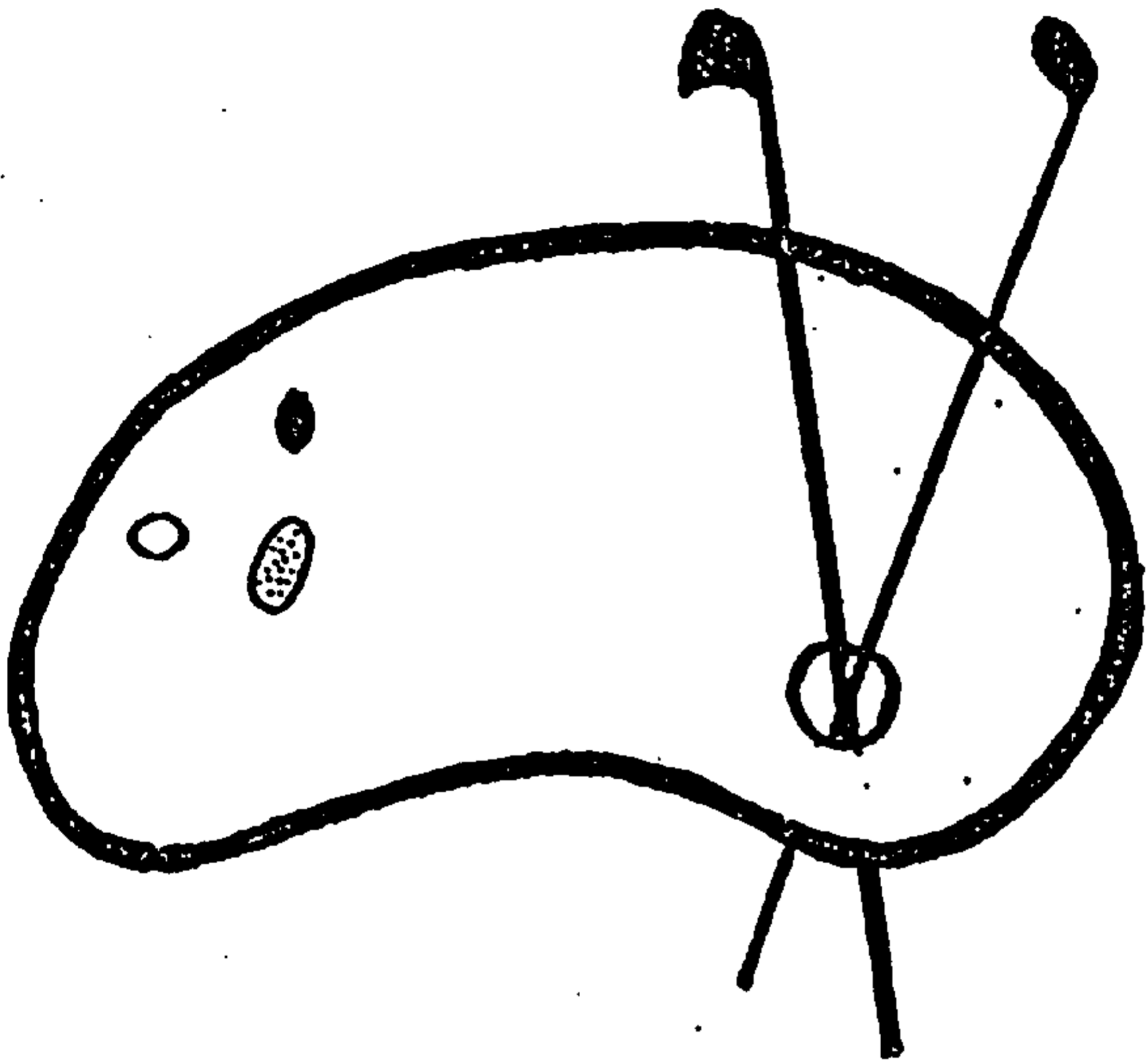
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



**DEBUT D'UNE SERIE DE DOCUMENTS  
EN COULEUR**

R. THAMIN

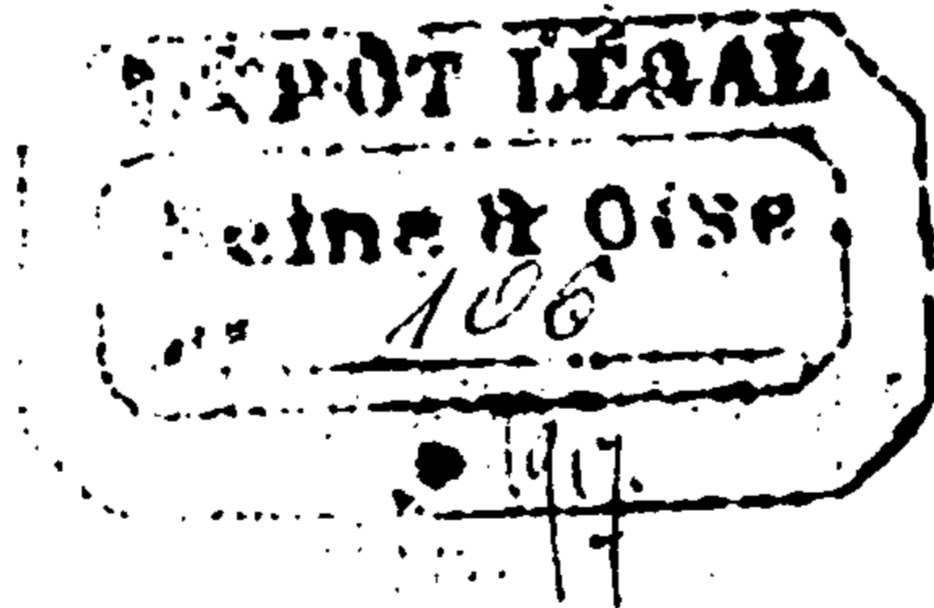
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE BORDEAUX

---

# L'UNIVERSITÉ

ET

# LA GUERRE



PARIS

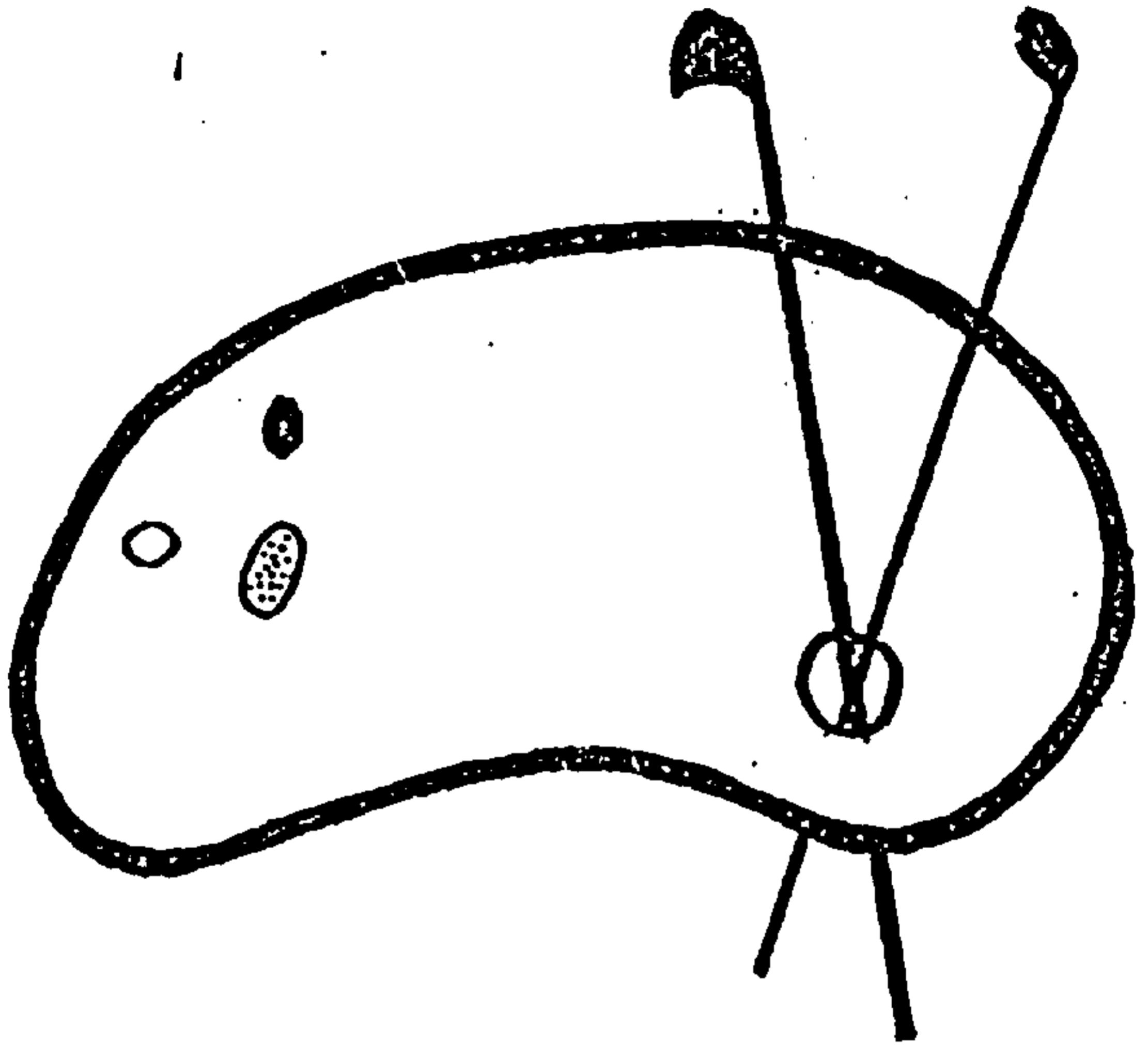
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1916







**FIN D'UNE SERIE DE DOCUMENTS  
EN COULEUR**



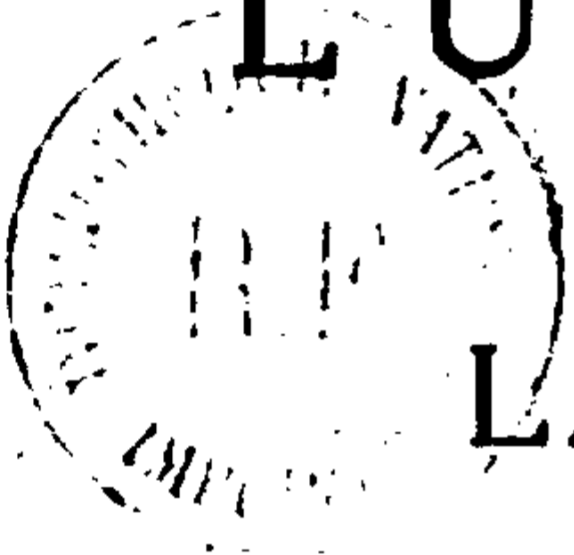




L'UNIVERSITÉ

ET

LA GUERRE



87  
28546

**OUVRAGES DU MÊME AUTEUR**  
**PUBLIÉS PAR LA LIBRAIRIE HACHÈTTE ET C<sup>ie</sup>**

---

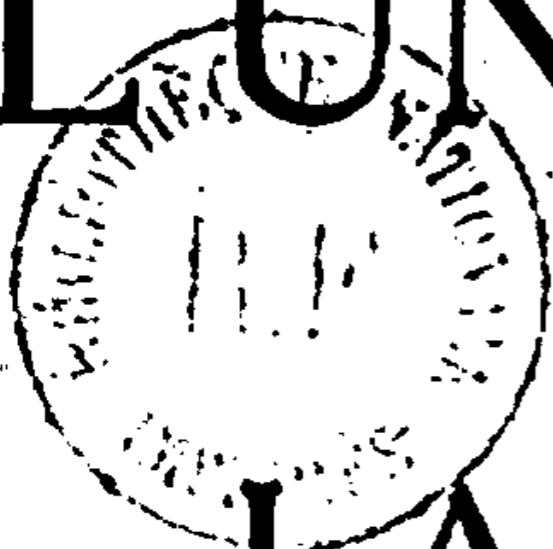
- Un problème moral dans l'antiquité.* 1 vol. in-16, br..... 3 50  
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.
- Extraits des Moralistes des xvii<sup>e</sup>, xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles,* publiés avec une introduction, des notices et des notes.  
1 vol. petit in-16, cart..... 2 50
- Lectures morales* extraites des auteurs anciens et modernes, précédées d'entretiens moraux à l'usage des classes de Quatrième et Troisième A. B., par MM. Thamin et Lapie, directeur de l'Enseignement primaire.  
1 vol. petit in-16, cart..... 2 50
- MALEBRANCHE.** *De la recherche de la vérité,* livre II, publié et annoté par M. R. Thamin, 1 vol. petit in-16, cart..... 1 50
-

R. THAMIN

RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE BORDEAUX

---

L'UNIVERSITÉ



ET

LA GUERRE



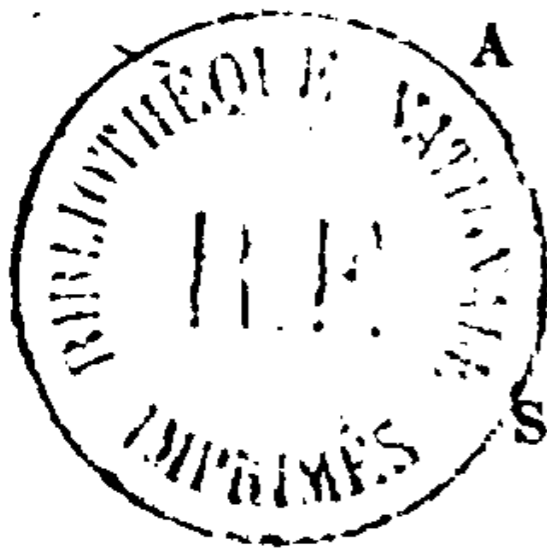
PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C<sup>ie</sup>

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—  
1916

Tous droits de traduction, de reproduction  
et d'adaptation réservés pour tous pays.  
*Copyright by Hachette and Co., 1916.*



A LA MÉMOIRE DE MON FILS

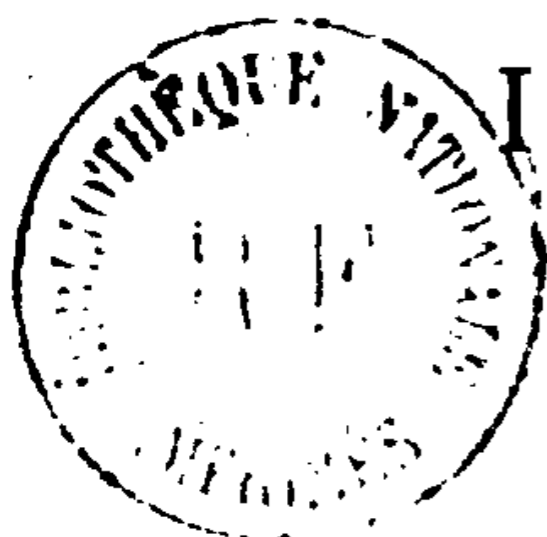
HENRI THAMIN

SERGENT PILOTE-AVIATEUR

CITÉ A L'ORDRE DU JOUR DE L'ARMÉE

MORT POUR LA FRANCE LE 11 OCTOBRE 1915





## INTRODUCTION <sup>1</sup>

---

L'Université, elle aussi, a « tenu ». Elle a offert d'abord le plus généreux et le plus pur de son sang ; mais, pendant qu'il coulait, quels que fussent les deuils, quels que fussent les soucis, elle a tout de même continué sa tâche ordinaire. Le ministre de l'Instruction publique d'Angleterre, Henderson, disait récemment de l'éducation et de la guerre (et personne, en Angleterre du moins, ni en France, ne le contredira) que ce sont deux genres d'activité diamétralement opposés. « L'éducation construit et la guerre détruit ». « Mais il vient un

1. Les pages que l'on va lire ont paru presque textuellement dans la *Revue des Deux-Mondes* (numéros du 15 juillet et du 1<sup>er</sup> août 1916).



moment, ajoutait-il, où l'homme qui construit doit abandonner son ouvrage pour lutter contre le danger qui menace sa construction même. » Ainsi professeurs et instituteurs, chez nous, ont abandonné pour d'autres devoirs lycées et écoles. Eux partis, la besogne a été faite cependant. Comment, depuis deux ans, dans l'Université, on a su mourir, comment elle-même a su vivre, c'est ce que nous voudrions raconter.

---

# L'UNIVERSITÉ ET LA GUERRE

---



## L'ÉCOLE NORMALE

La dispense du service militaire, qui fut autrefois le privilège des universitaires, comme des ecclésiastiques, avait, depuis quelque temps, pris fin. Et, avant qu'elle prît fin en 1870, des normaliens, par exemple, s'étaient courageusement conduits. « Tu n'en as pas, toi, de normaliens, disait à un de ses camarades un vieux capitaine de l'armée de Chanzy ; tant pis pour toi, car c'est de rudes lapins. » A l'entrée même de l'École normale, notre génération saluait pieusement la plaque commémorative du normalien mort pour la patrie. Demain, le péristyle de la vieille

maison sera trop étroit pour les commémorations dues. Un autre normalien avait été décoré pour sa bravoure, qui fut depuis ministre et président de la Chambre. Tous les décorés de la présente guerre ne pourront évidemment fournir pareille carrière. Mais enfin, cette présente guerre était la première où, en masse, professeurs et instituteurs étaient appelés à l'honneur de se battre. Et l'on pouvait craindre, sans aucune malveillance, qu'ils eussent à faire quelque effort, qu'ils feraient sans aucun doute d'ailleurs, sur leurs goûts et leurs habitudes. Personne n'avait prévu, — mais

... quel temps fut jamais si fertile en miracles ?

— ce que des faits et des chiffres nous ont appris des qualités militaires naturelles et du degré d'héroïsme des hommes d'étude. Ces chiffres, toutefois, nous ne pourrions les donner, même quand nous les savons. C'est un mot d'ordre que nous acceptons, comme

tant d'autres, d'éviter la publicité de pourcentages, qui n'ébranleraient pas des courages que rien ne saurait ébranler, mais que l'ennemi ferait servir à des généralisations mensongères. Les approximations connues ou devinées sont suffisamment éloquentes. Et, pour l'École normale en particulier, elles permettent de mesurer l'immensité de l'holocauste. Il est juste, pour cette raison, de commencer par elle.

Du jeu de nos lois militaires, chevauchant l'une sur l'autre, il résultait que, au moment où la guerre éclata, six promotions accomplissaient leur temps d'école ou de régiment. Il y eut ainsi plus de normaliens au feu qu'il n'y en eût eu en d'autres temps, exactement 292. Cela explique un chiffre de pertes qui, quoique su inexactement, semblait à beaucoup dépasser toute vraisemblance. Telle qu'elle est, la vérité est à la fois assez cruelle et assez glorieuse. Pesez ces paroles volontairement discrètes de notre ministre : « Sublime et douloureux record ! Il n'est point, je crois,

beaucoup d'écoles ou de corporations qui atteignent, même de loin, un si tragique pourcentage. » Il en reste qui luttent encore, et qui ne sont pas, nous le savons, indignes des autres. Onze normaliens ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur. Et j'ai sous les yeux 86 citations. Je n'en reproduirai qu'une, qui est caractéristique :

Julia, sous-lieutenant au 34<sup>e</sup> d'infanterie. Le 25 janvier 1915, a montré le plus profond mépris du danger sous un bombardement d'une extrême violence. A su, malgré sa jeunesse, prendre sur ses hommes un réel ascendant, a repoussé une attaque menée contre ses tranchées, et a été atteint d'une balle en pleine figure, lui occasionnant une blessure affreuse. Bien que ne pouvant plus parler, a écrit sur un billet qu'il ne voulait pas être évacué ; ne s'est rendu à l'ambulance que quand l'attaque ennemie a été refoulée. Cet officier, reçu le premier à l'École polytechnique et à l'École normale, venait de rejoindre le front et voyait le feu pour la première fois. (*Journal officiel* du 21 février 1915.)

Je n'ajouterai rien ; il y a des textes que tout commentaire affaiblit. Je dirai seulement, car on sera sans doute heureux de le savoir, que celui qui a mérité cette citation a échappé à la mort.

On sait ce que sont, à l'École normale, les agrégés préparateurs. C'est, parmi les scientifiques, une élite qui prolonge ses études, et dans laquelle se recrutent les professeurs d'enseignement supérieur, les savants de demain. Ils étaient dix. Le total des morts et des blessés dépasse le chiffre 5. Elle est de l'un d'eux, qui était marié, qui était père, Chatanay, l'admirable lettre, auguste dans sa simplicité, où tant de force morale s'ajoute à tant de tendresse, lettre qui a été publiée déjà, mais qu'il est impossible de rencontrer sans désirer, en la relisant, s'incliner devant la mémoire de celui qui l'a écrite :

Ma chérie, j'écris à tout hasard cette lettre, car on ne sait pas... Si elle t'arrive, c'est que la France aura eu besoin de moi jusqu'au bout.

Il ne faudra pas pleurer ; car, je te le jure, je mourrai heureux, s'il me faut donner ma vie pour elle. Mon seul souci, c'est la situation difficile où tu te trouveras, toi et les enfants... Tu embraseras pour leur papa les chères petites, tu leur diras qu'il est parti pour un long, très long voyage, sans cesser de les aimer, de penser à elles, de les protéger de loin...

Il y aura aussi un petit bébé, tout petit, que je n'aurai pas connu. Si c'est un fils, mon vœu est qu'il soit un jour médecin, à moins cependant que, après cette guerre, la France n'ait encore besoin d'officiers. Tu lui diras, lorsqu'il sera en âge de comprendre, que son papa a donné sa vie pour un grand idéal, celui de notre patrie reconstituée et forte. Je crois que j'ai dit l'essentiel. Au revoir, ma chérie, mon amour. Promets-moi de n'en pas vouloir à la France si elle m'a voulu tout entier. Promets-moi aussi de consoler maman et papa, et dis bien aux petites filles que leur père, si loin soit-il, ne cessera jamais de veiller sur elles et de les aimer. Nous nous retrouverons un jour réunis, je l'espère, auprès de Celui qui guide nos existences et qui m'a donné auprès de toi et par toi un tel bonheur. L'autre chérie, je n'ai

même pas eu le temps de longuement penser à notre amour, si grand cependant et si fort ! Au revoir, au grand revoir, le vrai. Sois forte. — Ton Jean.

Nous aurons à chercher plus loin en quoi le soldat professeur ou instituteur peut différer d'un autre soldat, tout en ressemblant à tous les soldats de France, et ce que le métier ancien a laissé en lui de préoccupations, d'habitudes, dont le métier nouveau profite d'ailleurs. Mais ces jeunes gens, dont nous parlons maintenant, n'ont pas le pli professionnel. Ils ont seulement une culture à la fois plus étendue et plus raffinée, ils ont les exigences de conscience qui en résultent. Le devoir ne se présente pas à eux avec des limitations ; ils vont spontanément au delà. Ils ont la jeunesse, comme tant d'autres qui en ont fait le même usage, l'entrain, l'« allant », la gaieté, fleur du sacrifice ; ils ont aussi le sentiment vif de la responsabilité ; ils ont un autre sentiment non moins vif, celui de la



fraternité. Je ne devine pas, je n'invente pas, je lis ces traits divers dans les citations dont ils sont l'objet, ou dans les notices qui leur ont déjà été consacrées. Dès la mobilisation, ils se découvrent eux-mêmes : « Quelle joie ! quel calme partout !... L'École se distingue par son entrain... Jamais je n'aurais cru que je puisse attendre la guerre avec autant de tranquillité... Avec l'état d'esprit qui règne ici (cette lettre est écrite de Toul), on ne peut qu'être vainqueurs... C'est un des plus beaux moments de ma vie. » Celui qui pensait ainsi, en août 1914, avait trompé le conseil de révision sur l'état de sa santé, afin d'être soldat. Un autre que l'on veut retenir dans un laboratoire, qui est cependant un laboratoire d'inventions de guerre, s'évade de ces occupations de l'arrière qui lui répugnent. Aux blessés il faut l'ordre formel de leurs chefs pour qu'ils se retirent du combat, où ils croient toujours avoir encore quelque chose à faire. De leurs corps douloureux, de leurs

bouches convulsées des exhortations au courage sortent encore. A moitié guéris d'une blessure, ils ont hâte de retourner au feu. L'un d'eux a ainsi été blessé six fois. Comme leurs traditionnelles amitiés d'École se resserrent dans le danger commun ! Mais pour tous leurs soldats, car eux sont de jeunes officiers, ce sont des frères que leur âge ne permet même pas d'appeler des frères aînés. Beaucoup ont été tués en allant au secours de soldats blessés ou enfouis dans une mine. Leurs chefs remarquent leur intelligence, ce qui est assez naturel, leur haute valeur morale, ce qui l'est encore, mais aussi, et avec une évidente surprise, l'ascendant naturel de ces tout jeunes gens et leur immédiate adaptation à une tâche pour laquelle ils n'étaient pas faits. L'ennemi même s'incline. Sur la tombe de Pigiowski, refusant d'abandonner une mitrailleuse qui, elle pourtant, refusait le service, prenant le fusil d'un soldat blessé et se faisant tuer cramponné à son

poste, les Allemands ont élevé une stèle avec cette inscription :

Ci-git

le sous-lieutenant

JEAN PIGLOWSKI

de la section mitrailleuse du rég<sup>t</sup> d'infanterie 253  
au milieu de ses braves soldats  
mort pour la patrie le 18 février 1915.

Des soldats allemands ont érigé ce monument.

On frémit à la pensée de cette gerbe d'épis mûrissants trop tôt fauchés. Hélas ! elle n'est pas la seule ; et le directeur même de l'École normale disait noblement qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les morts. Ce que ceux-là représentent d'humbles efforts de familles le plus souvent pauvres, ambitieuses pour un fils bien doué, de travail déjà accumulé, de talents déjà formés, d'espérances perdues, d'œuvres qui ne seront jamais écrites, de découvertes qui ne seront jamais faites, il faut se l'être dit cependant. Sans doute ces deuils sont la rançon de la gloire, et il était

impossible d'épargner ceux qui se sont si peu épargnés eux-mêmes. Il reste aux générations futures et aussi aux survivants, le devoir de travailler double pour remplacer cette génération du sacrifice. Mais celle-là aura laissé une page d'une beauté inédite dans l'histoire des lettres et des sciences, qui n'avait jamais vu immoler tant de pousses de jeunes lauriers. Elle aura ennobli l'idée que l'on se faisait de la jeunesse intellectuelle, puisqu'elle aura montré combien peu sa vocation est exclusive d'autres vertus. L'École normale avait ses promotions célèbres, célèbres par le nombre et la qualité des écrivains et des savants qu'elles avaient fournis. Mais quelle promotion pourra être comparée dans l'histoire normalienne à celles que le devoir suprême a trouvées si bien préparées, quelle promotion aura mieux servi la patrie et la maison?

## L'UNIVERSITÉ AU FEU

S'il était juste de commencer par cet hommage, il cesserait de l'être de croire que l'École normale a été une exception dans l'Université, comme de croire aussi que l'Université a été une exception dans le pays. Il y a eu de l'héroïsme pour tous ; et chaque corporation peut faire, même inachevé, le compte de ses gloires qui ne sont que des rayons de la gloire commune. Donc, tous les ordres d'enseignement fournissent d'abord à l'armée le contingent que déterminent les obligations militaires de chacun. Des volontaires s'y ajoutent. Le Conseil d'État est fier

de Collignon; le Corps diplomatique de Saint-René Taillandier; l'École des Beaux-Arts de Max Doumic; l'Université est fière de Charles Bayet, ancien directeur de l'enseignement supérieur, et aussi ancien volontaire de 1870; il reprend le galon de sous-lieutenant, conquis quarante-quatre ans plus tôt, et s'engage à soixante-cinq ans. Cet exemple est symbolique, il n'est pas unique. Ceux-ci sont des pères d'instituteurs; je ne puis affirmer qu'ils soient instituteurs eux-mêmes: leurs fils sont tués; ils partent « pour que la France n'ait pas un soldat de moins. » L'un d'eux a fait part de ses intentions à sa femme. « Si j'étais homme, dit-elle, je serais déjà partie. » Ils s'appellent Huguet et Cartoux. A l'autre extrémité de l'âge, du moins de cette tranche, qui s'allonge chaque jour sous nos yeux, de la vie humaine, pendant laquelle on peut être soldat, de jeunes générations vivent dans l'impatience. Lorsqu'un appel nouveau vide les classes de nos

lycées et de nos écoles normales, il faut avoir assisté à l'enthousiasme de ces appelés, qui se considèrent tous comme des élus, et à l'enthousiasme de leurs camarades qui fait cortège au leur. Ceux que la date plus rapprochée de leur naissance empêche d'être appelés, en même temps que leurs compagnons d'études, devancent l'appel, comme si les murs, dans les salles désertes, devaient leur reprocher d'être restés. Le nombre des mobilisés varie avec ces appels successifs. Dans l'enseignement supérieur, au 1<sup>er</sup> janvier dernier, en comptant le personnel auxiliaire des Facultés, il dépassait 300 ; encore beaucoup de professeurs de facultés de médecine sont-ils mobilisés sans l'être, servant sans uniforme dans des hôpitaux militaires. Dans l'enseignement secondaire, il dépassait 3 000 ; dans l'enseignement primaire, il atteignait 30 000. Voilà le corps d'armée universitaire.

Le hasard fit bien les choses pour lui, Le

premier Français tué fut un instituteur, André Peugeot, caporal au 44<sup>e</sup> d'infanterie. Ce fut le dimanche 2 août, à dix heures du matin. La guerre ne fut déclarée que le 3. Une patrouille allemande s'avance ce jour-là jusqu'à 12 kilomètres en territoire français. A Joncherey, près de Delle, Peugeot organisait un petit poste, lorsque les cavaliers allemands furent signalés. Il s'avança vers l'officier et lui fit les sommations d'usage. Celui-ci, le lieutenant Mayer, du 5<sup>e</sup> chasseurs à cheval de Mulhouse, répondit par trois coups de revolver, quoique l'état de guerre n'existât pas encore. Peugeot, mortellement atteint, eut l'énergie d'épauler son fusil et d'abattre son meurtrier. Puis il fit quelques pas, et tomba sans un cri. Il avait vingt et un ans. Il était fils d'institutrice, et ancien élève de l'École normale de Besançon.

Depuis cette première victime, combien d'autres ! Le *Bulletin de l'Instruction publique* et toutes les revues d'enseignement s'ouvrent,



depuis deux ans, par la liste glorieuse, certains jours effroyablement longue, des morts pour la patrie. C'est, page par page, et au fur et à mesure des événements, le livre d'or. Les totaux sont approximativement connus pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement primaire. Nous ne les dirons pas. Pour l'enseignement supérieur aucune addition n'est possible. Les fonctionnaires appartiennent à des catégories trop différentes. Mais ce qu'il faut dire, c'est que ce ne sont plus seulement des espérances, mais des talents dans toute leur floraison qui sont fauchés : membres des Écoles de Rome et d'Athènes, ou de la fondation Thiers, astronomes, maîtres de conférences, professeurs même de nos facultés. Il faudrait autant de notices que de noms. Je pense à ceux que j'ai particulièrement connus. Je pense à vous, Chéneaux, engagé volontaire à quarante-cinq ans, quand votre vie laborieuse vous apportait des fruits

bien gagnés, vous dont les pacifiques travaux de juriste et la douce physionomie ne laissaient pas deviner l'ardeur patriotique et le futur héroïsme. Je pense à vous, Rambaud, qui portiez avec modestie un nom cher à l'Université, et comptiez déjà, à votre tour, parmi nos bons historiens, vous, dont la gravité précoce se mêlait de tant de charme : pressentiez-vous combien votre destinée serait courte ? Je pense à vous, Leroux, l'orgueil de la jeune École de Madrid, après avoir été celui de l'École d'Athènes, qui, brillant archéologue, vous étiez, avec cette souveraine aisance qui fut un de vos dons, transformé en brillant officier, et qui, mal guéri d'une première blessure, étiez parti si allégrement pour les Dardanelles. Mais je devrais aussi penser à d'autres, et je n'ai pas le droit de m'attarder à des regrets où il entre une part d'amitié personnelle. Ceux-là du moins me servent de mesure pour les pertes de même nature et de même prix que la science.

française a faites. Dans l'enseignement secondaire aussi, il y aurait des noms, trop de noms à retenir et à citer. Hier celui de Malet, bien connu de tous les élèves d'histoire de nos lycées, s'inscrivait sur la liste funèbre. D'une façon générale, les pertes sont plus grandes parmi ceux que leur degré de culture prédestinait aux fonctions d'officier, soit qu'ils les aient occupées dès le début de la campagne, soit qu'ils les aient conquises. L'École de Saint-Cloud, qui est l'École normale supérieure de l'enseignement primaire, où se forment les professeurs d'écoles normales et d'écoles primaires supérieures, semble avoir voulu rivaliser avec l'École normale de la rue d'Ulm. Un élève sur dix a obtenu une citation. Dans tous les ordres d'enseignement les citations sont innombrables et souvent très belles. Rien ne vaut ces simples récits, faits en termes militaires, des exploits accomplis. Si je ne donne pas de chiffres pour les citations obtenues, c'est

que la nature variée de ces citations fausse les statistiques. L'enseignement secondaire a déjà 14 chevaliers de la Légion d'honneur pour faits de guerre, l'enseignement primaire 70. Et rappelons que seuls les officiers peuvent recevoir cette distinction.

A quelques-uns, qui connaissaient mal nos instituteurs, leurs vertus militaires ont causé une agréable surprise. On les jugeait d'après des manifestations tapageuses qui n'engageaient que ceux qui s'y livraient, et qui, eux-mêmes, étaient le plus souvent des esprits généreux grisés par le vin des idées. Ceux qui les fréquentaient ne doutaient pas d'eux, et eussent prédit que de la fougue même de leur nature jaillirait de l'héroïsme ; les plus épris de paix n'auraient contre ceux qui ont déchaîné la guerre que de plus saintes colères. C'est ce qui est arrivé. Peut-être même ont-ils mis un point d'honneur à se montrer plus braves, parce qu'instituteurs, et ce point d'honneur a-t-il coûté des vies,

Nous y regarderons désormais à deux fois avant de médire les uns des autres. Les chefs de ceux qu'on appelait les syndicalistes sont morts les premiers : c'est Chalopin, secrétaire du Syndicat des instituteurs de la Seine et de la Fédération nationale, c'est Berry, trésorier du même syndicat, c'est Cren, qui présida le Congrès autrefois fameux (mais combien cela nous paraît lointain !) de Chambéry. Aussi de grands écrivains se sont honorés en rétractant des sévérités que les apparences avaient justifiées. L'Académie française a tressé pour les instituteurs ses plus belles couronnes. Des généraux les mettent pour ainsi dire collectivement à l'ordre du jour : « Les instituteurs, tous des poilus, des patriotes, toujours prêts au grand sacrifice, » dit l'un d'eux. Un autre que son nom, sa particule, son éducation, dit le journal *Le Temps*, ne désignaient pas comme un défenseur de l'école officielle, affirme que « les instituteurs constituent une des forces

principales, sinon la force principale de son armée.» Voici maintenant l'hommage d'un simple soldat :

Mon capitaine... je veux vous remercier de tout ce que vous avez fait pour moi et pour les autres de la compagnie. Je vous remercie de ce que vous vous faites aimer de vos hommes, en étant bon pour eux, et en leur montrant que vous les aimez ; je vous remercie de ce que vos hommes vous voient souvent, de ce que votre présence vient souvent leur rendre courage et ardeur, et cela, même la nuit, même lorsque le temps est mauvais, même quand sifflent les balles, et que les obus ne tombent pas loin ; je vous remercie de ce que vous dites à vos hommes de se baisser, tout en regardant, vous, par-dessus le parapet, car tout cela redonne courage au soldat et rend la vie moins dure. Je ne vous dis pas cela pour vous flatter : flatter est une chose bête qui ne sert à rien. Mais je vous dis cela parce que je sais que cela donne courage et force à un homme de savoir qu'il réussit à faire du bien. Et je serais heureux si j'avais pu alléger et rendre moins dure en quelque chose votre tâche si pénible de chef de guerre.

Cette lettre est adressée à un instituteur, fils d'instituteur, capitaine à vingt-huit ans, par un soldat qui, dans le civil, est un Père jésuite. Honorons-les tous deux en passant. De cette lettre il faut rapprocher cette boutade d'un instituteur, sous-lieutenant : « Croyez que, parmi les plus braves, sans vantardise, se trouvent toujours un instituteur et un curé. » — Entre tous ses instituteurs, la France doit à ses instituteurs algériens un tribut particulier de reconnaissance. L'un demande au gouverneur général qu'on le prenne comme indigène, si la loi ne permet pas de le prendre comme Français, mais qu'on le prenne. C'est à son directeur d'École normale qu'un autre s'adresse : « La France m'a instruit, elle m'a donné le bien-être, elle me garantit la liberté et la paix. Je mourrai, s'il le faut, pour la défendre. » Un autre encore, en mourant, unit ces deux cris : Vive la France, vive l'Algérie ! Pendant la guerre, comme pendant la paix,



les instituteurs algériens ont été de bons serviteurs de la France.

Certes, nous ne voudrions pas même paraître mettre à part les professeurs et instituteurs soldats ou officiers parmi leurs frères d'armes. Eux surtout ne le permettraient pas. Ils ont plutôt éprouvé une noble joie à se perdre dans la communauté française et à faire la connaissance d'hommes et de choses dont la vie d'école les tient d'ordinaire éloignés. Il ne se peut cependant pas qu'il n'y ait, dans leur physionomie, quelques traits qui soient bien à eux, et on peut se demander ce qui est résulté du contraste violent de leurs deux genres de vie, et du brusque renversement de tout leur système d'habitudes. Regardons donc d'un peu plus près ce type de l'universitaire soldat que l'on n'avait jamais vu, que l'on ne reverra peut-être plus de sitôt. Tous les traits d'abord ne sont pas communs à tous. Il en est qui jouissent de ce contraste dont nous parlons,



qui s'enivrent de plein air et de vie simple. Ce sont les plus raffinés et les purs citadins. Pour un instituteur rural le plein air n'a pas été une surprise. Cherchons de préférence la marque de la profession commune. L'âme professionnelle subsiste, malgré la secousse subie. Un qui a dit qu'il donnerait Kant et Leibniz pour une carotte crue se repent l'instant d'après. Ils pensent à leurs élèves et évoquent la classe abandonnée. Ils causent pédagogie, et il y en a qui corrigent des devoirs dans les tranchées. Les joies de l'étude, dont ils sont privés, leur apparaissent plus douces, et le temps perdu par nécessité leur fait regretter celui qu'autrefois ils auraient pu ne pas perdre. Ils disent que la tranchée est un excellent « pensoir ». Émile Clermont y méditait des sujets de roman. Mais on en sort quelquefois. Alors le géographe observe en géographe, l'historien ne se contente pas de l'histoire à laquelle il collabore, et recherche les traces de celle du

passé. Un professeur d'École normale envoie à ses collègues des collections de fossiles recueillis dans le Soissonnais. Un instituteur rappelle, sur un ton moitié plaisant, moitié respectueux, qu'une circulaire ministérielle recommande de profiter de toutes les circonstances pour enrichir son fonds. Ils lisent, leurs livres souvent souillés de terre par les obus, ou la nuit dans le voisinage des rats. Et que lisent-ils? Il ne peut être question de dresser un catalogue de livres de tranchées, qui serait sans doute assez mélangé. Mais si on s'en rapporte aux confidences de la catégorie de lecteurs qui nous intéresse en ce moment, on est étonné du sérieux de ces lectures qui devraient être des délassements. C'est Lucrèce, c'est Démosthène, c'est Racine, c'est Lamartine. « Les plus vieux sont les meilleurs ». « En général, est-il ajouté, nous n'aimons pas beaucoup la littérature de guerre. » La Bible est aussi très demandée. Aux spectacles que ces hommes, qui réflé-

chissent, ont sous les yeux, aux pensées qu'ils font naître convient seulement le voisinage et comme le commentaire des plus grandes œuvres. Par un effet réciproque, celles-ci sont mieux comprises :

Je médite Pascal que, cette année seulement, j'arrive à comprendre, non parce que je le pénètre avec mon intelligence, mais parce que je frémis à son unisson avec ma chair, mes sens, mon imagination. Si je n'avais jamais pleinement saisi des mots comme : « Le silence éternel des espaces infinis m'effraye, » c'est que je n'avais jamais pu m'en créer une vision assez forte.

Cela est écrit par un instituteur de vingt ans. Cette âme professionnelle, dont nous parlons, se manifeste encore de plusieurs façons. Il y a généralement, dans un maître, un ancien bon élève, et qui le demeure. Il est appliqué, sensible à l'éloge et, par une habitude scolaire, qui se confond d'ailleurs avec sa foi dans sa profession, il reporte volontiers l'honneur de ses propres exploits à l'éduca-

tion qu'il a reçue. Un professeur de philosophie, qui vient d'être décoré, écrit à son inspecteur général : « Mon premier mouvement est de vous en faire part comme un élève qui est content de sa tâche. »

De même qu'il devient facilement un maître, le « bon élève » a su devenir un chef. Voici un régiment de l'armée de Champagne où, en octobre 1915, sur huit commandants de compagnie il y a deux instituteurs et, sur les trente instituteurs qu'il compte encore dans ses rangs, cinq sont lieutenants, et vingt sous-officiers. Tous les régiments ne sont peut-être pas aussi pédagogiques. Cette guerre a certainement révélé cependant l'aptitude de celui qui enseigne aux fonctions de gradé : on eût dû la soupçonner. L'habitude de diriger des enfants l'a préparé à diriger des hommes, « ces potaches barbus », nom qu'un professeur donne aux poilus. La discipline, l'entraînement font partie de ses qualités professionnelles. Puis il sait qu'avec

des enfants, moins respectueux que les hommes, l'exemple seul compte, et c'est cette méthode de commandement qu'il applique à ses nouvelles fonctions, tout en faisant son profit, pour les fonctions d'hier et de demain, de ce qu'a parfois d'utilement définitif un ordre militairement donné. L'uniforme crée moins de différence dans la communauté de la boue ; et c'est sur l'ordre des « grandeurs naturelles », dans l'armée d'aujourd'hui, comme à l'école, que se fondent l'ascendant et l'autorité. Faut-il ajouter que parfois ce chef sait l'allemand, ce qui sert dans maintes occasions, et beaucoup d'autres choses, que (ceci est vrai surtout pour l'instituteur) il sait chanter et conduire un chœur où tous se retrempent et communient. Par profession enfin, il est bon. Il lit les lettres de ceux qui ne savent pas lire, il fait leur correspondance. Il refuse, blessé, de se laisser emporter sans son ordonnance, et il en meurt. A l'hôpital, il donnera de son sang à un voisin, que

cette transfusion sauvera. Il sait les paroles qui remontent ; et les plus belles classes qu'il fit jamais, c'est en face d'hommes dont la volonté faiblissait et qu'il a su rendre au devoir. Il ne s'agissait pas de fautes d'orthographe cette fois. C'est tout de même à son inspecteur primaire qu'il raconte le fait, pour en tirer cette conclusion : « Notre tâche d'éducateurs reste intacte sur le front. » Je crois bien !

S'il a, comme tout Français, ce qu'on appelle maintenant le « cran », il s'y mêle, plus que chez d'autres peut-être, un sentiment de gravité. Le mot de devoir est celui qui revient le plus souvent sur les lèvres des mourants. « Je suis fichu, mais je crois avoir fait mon devoir ». « Mes amis, continuez à faire votre devoir. » Ces suprêmes paroles sont extraites de citations. Même avant l'approche de la mort, c'est la même idée, autant que celle d'honneur, qui est pour lui ce point fixe dont parle Vigny. Celui-ci,

qui prévoit, avant l'assaut, qu'il y restera, se console ainsi : « J'aurai fait mon devoir. » Celui-là, que l'on félicite d'une action d'éclat, répond un peu brusquement : « Il n'y a pas d'action d'éclat, il y a le devoir. On vous commande d'aller là, on y va, voilà tout ». « Je pleure malgré moi, écrit le 4 août 1914 à ses parents un tendre et noble fils, le sous-lieutenant Morillot, mais l'idée du devoir me reconforte, et je partirai sans faiblir. »

Le professeur enfin comprend et fait comprendre autour de lui le sens et la grandeur des événements qu'il vit. Il éprouve d'y être mêlé une fierté et comme une jouissance d'ordre esthétique et moral tout à la fois : « Tu sais, cela vaut la peine de risquer sa peau. C'est de la vie condensée... Frôler, à toute heure, à toutes minutes, de sublimes réalités, consentir librement un noble sacrifice ! Je vis. » Héroïsme un peu égoïste celui-là. Celui-ci l'est moins. C'est un instituteur qui me fit à moi-même l'honneur d'écrire ce qui suit :



Même sous le canon, nous n'oublions pas l'idéal pour lequel nous combattons. De savoir que l'accomplissement de notre devoir actuel dépasse en portée et notre personne et notre temps, et même notre pays, — puisqu'il intéresse l'humanité au sens le plus profond et complet du mot, — nous est un stimulant d'une vigueur incalculable. Ce sentiment, vous ne le trouverez pas seulement chez ceux qu'une certaine culture a affinés et rendus pleinement conscients du rôle qu'ils jouent; vous le retrouverez très puissant, bien que nécessairement un peu vague, chez les plus humbles et les moins cultivés des soldats.

Chez quelques-uns, l'idéal prend la forme touchante de têtes blondes qu'ils connaissent bien; ils se battent pour l'avenir; ils se battent pour leurs élèves: « Puisque c'est pour eux, allons-y! » De toute façon ils ont senti, dans l'appel aux armes de 1914, un appel simultané aux idées, à celles qu'ils enseignent, à tout ce qui fait leur raison d'exister à eux, si cela fait aussi pour d'autres le prix de la vie. Aussi ont-ils conscience de continuer, en combattant, leur métier, de le



faire même mieux que jamais, puisque professer c'est aussi faire profession, et que jamais, ils n'auront l'occasion d'un pareil acte de foi.

Quand je parlais à nos enfants de liberté et de patrie, quand, pour commenter un texte de Tite-Live ou de Montesquieu, de Platon ou de Corneille, je tâchais de faire germer ou d'exalter en eux les vertus civiques, je mettais bien toute mon âme dans ce que je disais, et ils le sentaient à mon accent. Mais je n'avais pas encore payé de ma personne, je n'avais pas été soldat ; j'étais passé directement des bancs de l'école à la chaire du professeur ; je connaissais la France de l'histoire et des livres, si belle, si émouvante qu'elle faisait trembler Michelet d'admiration et d'amour, mais non la France vivante et présente, la France des paysans, des ouvriers, des manuels, des intellectuels, tout entière debout et armée pour la défense de ses foyers et de ses autels, ce qui est bien, et pour le triomphe d'une cause qui est celle de l'Europe et de la civilisation, ce qui est plus beau encore. Ce qu'exprime si éloquemment M. Sarthou, ses collègues le pensent comme lui. Cette guerre est leur guerre, quoiqu'ils ne l'aient pas voulue.

## L'HÉROÏSME CIVIL

Nous avons vu l'Université au feu. Avant d'aller la chercher dans les écoles qu'elle a su rouvrir, il nous faut étudier d'autres formes d'activité que la guerre a imposées ou inspirées à quelques-uns de ses membres. Oh ! la souffrance de se sentir inutile dans les journées d'août 1914 ! On était bon à quelque chose en temps de paix ; on jouissait de son travail, on aimait son métier. Et tout à coup il n'y a plus qu'une besogne qui compte, à laquelle on n'est pas apte. On voudrait servir de quelque manière que ce soit. La bonne volonté est immense et

unanime. Mais il n'y avait pas de plan de mobilisation prévu pour les civils. Il faut s'ingénier, chercher soi-même où se donner au moins l'illusion de l'action. Les chimistes, les professeurs de langues vivantes offrirent leurs services, qui ne furent pas tout de suite acceptés. Beaucoup de professeurs trouvèrent dans la Croix-Rouge l'emploi de leurs jours, et même de leurs nuits. D'autres utilisèrent leurs vacances dans des mairies ou des préfectures. Je sais un professeur de faculté, correspondant de l'Institut, qui fut dactylographe dans une intendance.

La bonne volonté des instituteurs ne connut pas ces embarras. Ils furent immédiatement utiles, et sur place. Car ils étaient à leur poste. Leur chef à tous, le directeur de l'enseignement primaire, a résumé leur rôle d'après leurs propres rapports. Je n'ai qu'à résumer ce résumé. A la campagne, la plupart sont secrétaires de mairie. Le maire est souvent mobilisé. Ils accomplissent toutes

les besognes municipales, sauf de procéder à des mariages. Or, l'état de guerre a compliqué ces besognes. Ce sont eux qui dressent, par centaines, des bons de réquisition, des passeports, des états de denrées, des listes d'indigents. Ils sont les distributeurs d'allocations, et apportent, dans cette tâche difficile, l'esprit de justice scrupuleuse dont le maniement ordinaire des enfants leur fait une obligation et une habitude. L'instituteur est, en outre, selon les communes, garde champêtre, appariteur municipal, afficheur public, directeur du fourneau économique ou de la soupe populaire, gérant de la boulangerie coopérative, et presque partout facteur de la poste. Il offre ses bras au cultivateur, et les maîtres qui moissonnent acquièrent, de ce fait, dans le village, un surcroît d'estime. Il offre aussi les bras des autres, car il sait organiser et discipliner. Dans les Basses-Alpes, c'est une institutrice qui crée une association de volontaires pour

faire la moisson des mobilisés de la commune. Dans l'Isère, des instituteurs fondent, pour le même objet, une société de la « Jeunesse agricole et scolaire ». Dans les Côtes-du-Nord, une œuvre du même genre est créée pour les « Semailles d'automne ». Voici l'emploi du temps d'un maître, pendant une journée d'août 1914, tel qu'il l'établit pour son inspecteur primaire :

De cinq heures à huit heures du matin, service à la mairie, pour renseignements au public, laissez-passer aux ouvriers et autres. De huit à neuf heures, rapport à M. le maire sur les faits de la veille et de la nuit. De neuf heures à midi, reprise du service du matin et, au besoin, aide aux mairies voisines. De une heure à trois heures du soir, même service. De quatre à cinq heures, distribution du pain à la boulangerie ouvrière. Entre temps, je dois assurer l'aide au gérant du téléphone, je suis garde auxiliaire, je copie les dépêches officielles, je tiens les comptes et fais les recouvrements de la boulangerie, je signe un tas de papiers par ordre du maire, de sorte que

ma journée se termine habituellement entre dix et onze heures du soir: ceci sans m'en plaindre, estimant que ce n'est que faire son devoir de mettre en ce moment toutes ses forces au service du pays.

L'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle a donc raison de dire des instituteurs secrétaires de mairie : « Eux aussi, ils ont fait campagne. »

Tout cela n'est cependant jusqu'ici que de la besogne matérielle. Leur rôle moral est autrement intéressant. L'instituteur est celui qui renseigne, car tout le monde ne reçoit pas de journaux quotidiens, et qui explique. Il commente le communiqué, et le répand, le copiant lui-même à plusieurs exemplaires. Il fait une carte du théâtre de la guerre, et guide les regards anxieux à la suite de nos troupes. Comme il reste pédagogue, il appelle cela un exercice de « géographie appliquée ». Grâce à lui, on repère, dans chaque village, les localités où se battent les

frères et les maris ; et il est le mieux informé des angoisses que chaque cœur enferme. Il est surtout celui qui réconforte. Il arrête en chemin les fausses nouvelles. Dans la mairie de Q..., l'instituteur a établi ce que celui qui relate ce fait appelle une sorte de « permanence du bon conseil ». Le même homme s'efforce de changer la douleur en fierté, et d'élever les courages par le culte des morts. Dans un village des Basses-Alpes, dès le début de la guerre, sur la place publique, sous un faisceau de drapeaux, un instituteur a inscrit les noms des soldats de la commune tués ou blessés.

Quand le même village a gardé instituteur et institutrice, les tâches se répartissent. Mais souvent l'institutrice fait tout. Elle aussi a moissonné. Elle a ouvert des garderies où les mères viennent parfois avec les enfants. Et les pères, qui l'ont appris, qui savent les êtres chers recueillis et entourés, en tirent du courage. On apporte à l'école jusqu'à des

berceaux. A la garderie s'ajoute la cantine, et souvent aux frais de l'institutrice. « Des épouses, des mères, des sœurs se donnent rendez-vous chez moi ; on travaille, on cause des absents, on pleure, on s'encourage : tel est le rôle très modeste que je remplis ici. » L'école est ainsi un refuge à la fois matériel et moral. Quand elles ne viennent pas à elle, l'institutrice visite les familles que la mobilisation a privées de leur chef. Elle écrit les lettres adressées à ceux dont nous savons déjà qui écrira la réponse ; elle fait les envois d'argent ; elle accompagne les mères dans les tristes voyages. Étant elle-même un mélange d'autorité et de faiblesse, elle attire les confidences, et on recherche sa compassion. Plus tard ce seront les veillées, où se rendront celles qui se rendaient aux garderies ; puis d'autres devoirs se présenteront pour lesquels l'institutrice sera toujours prête : l'hospitalisation des blessés et le travail pour les combattants. Le ministère enverra des circulaires ;



elles sont inutiles, si ce n'est qu'elles sont la mise en commun des initiatives diverses qui surgissent de partout. « Je ferai de mon mieux, dit une brave fille, pour répondre aux intentions de M. le ministre, mais ça nous part tout seul du cœur. »

Cet héroïsme quotidien et monnayé, quand les circonstances l'exigent, quand l'occasion sublime se présente, devient de l'héroïsme sans épithète. Ce fut au moment de l'invasion. Professeurs et instituteurs sont à leur poste, nous l'avons déjà dit. C'est la consigne. Et l'approche ou la présence de l'ennemi ne leur semblent pas une raison suffisante d'y manquer. Nous ne savons pas tout sur ces braves, puisque beaucoup sont encore au pouvoir de l'envahisseur. Nous savons qu'il y a eu des morts, même parmi les femmes. Queste, professeur au lycée d'Amiens, a été fusillé au moment même où il donnait des conseils de prudence. Nous savons que quelques-uns eurent l'honneur

d'être emmenés comme otages, qu'ils sollicitèrent même cet honneur. Brayer, ancien instituteur, s'offrit pour remplacer comme otage une institutrice. Il mourut trois jours après. Nous savons que quelques-uns rendirent à nos états-majors de périlleux services. Nous savons qu'ils furent pour les malheureuses populations un exemple et un soutien, et les défendirent contre l'affolement. Nous savons qu'ils ensevelirent les morts, soignèrent les blessés et sauvèrent des soldats français de la captivité. Nous savons qu'ils réussirent parfois à en imposer à l'ennemi par leur sang-froid et leur courage. Grâce à l'attitude d'un professeur du collège d'Avesnes, une partie de cette ville échappa à l'incendie. Un instituteur de Sancy-lès-Provins (Seine-et-Marne) fit mieux : il arracha d'un général allemand l'autorisation d'employer à éteindre un incendie des troupes plus accoutumées à en allumer. A Clermont (Oise), c'est un ancien instituteur qui est

maire. Il réussit à éviter lui aussi le pillage et l'incendie. Et aux officiers allemands, qui veulent forcer les devantures des magasins, il oppose fièrement la loi française qui interdit de pénétrer dans le domicile de citoyens absents. L'institutrice de Lalobbe (Ardennes) va au-devant du général ennemi dont l'armée menaçante approche et, au nom des blessés qu'elle soigne dans le village, obtient qu'il soit épargné. Nous savons encore qu'un inspecteur primaire du Pas-de-Calais a été le premier fonctionnaire civil cité à l'ordre du jour de l'armée, qu'un autre inspecteur primaire a fait quatre-vingts jours de prison pour avoir désobéi à l'ennemi.

Nous connaissons l'histoire de l'instituteur de Stenay, je dis l'histoire, et non la légende, car une légende s'est déjà formée autour de sa mort. Il fut un martyr, s'il ne fut un héros. L'instituteur de Stenay abritait dans les caves de l'école et ravitaillait la population pauvre et les réfugiés. Aussi, quand les

Allemands arrivent, le maire absent, c'est à lui qu'on les mène. Ils se font précéder de lui dans toutes leurs perquisitions, et jusque sur le pont de la Meuse, à l'autre extrémité duquel se trouvent des soldats français. Ceux-ci tirent. L'instituteur est atteint à l'aîne. Alors les Allemands tirent aussi sur lui pour l'achever. Ils ne l'achèvent pas, mais le laissent sans secours. Ramassé, au bout de trois heures, par ses concitoyens, les médecins allemands refusent de le soigner. Et il succombe à une longue agonie. — Nous connaissons l'histoire de celles qu'on appellera d'un nom collectif et qui honore tout un département : les institutrices de la Marne. L'autre guerre avait eu les instituteurs de l'Aisne, des martyrs, ceux-là. Elles sont trois qui, infirmières, accomplissent des prodiges à Reims avant, pendant, et après l'occupation allemande. M<sup>lle</sup> Fouriaux est celle qui répondit aux remerciements du major allemand qui s'en allait le 12 septembre : « Mon-

sieur, nous n'avons fait que notre devoir d'infirmières, mais sans oublier jamais que nous sommes Françaises.» Une quatrième, M<sup>me</sup> Fiquémont, remplit les fonctions de secrétaire de mairie à T... Voici ce que les rapports officiels nous apprennent à son sujet :

Du 4 au 12 septembre, elle eut à lutter contre les Allemands occupant la localité. Le 12, les Français reviennent ; mais T... se trouve sur la ligne de feu, et devient le théâtre de combats quotidiens. Toutes les maisons furent démolies par le bombardement ; un obus explose dans la chambre à coucher de M<sup>me</sup> Fiquémont, heureusement absente ; mais elle refusa toujours d'abandonner sa maison, quoiqu'elle eût avec elle sa fillette de cinq ans et son neveu de six ans. Depuis le 24 septembre, la courageuse institutrice remplace le maire, âgé et malade, dans ses fonctions. La localité est d'ailleurs encore exposée aux obus allemands, mais M<sup>me</sup> Fiquémont demeure quand même à son poste.

Nous sommes injustes en écartant d'autres noms qui se pressent encore sous notre plume. Comme l'*Officiel* est éloquent, même quand il s'agit de citations civiles ! et comme on a envie de supprimer toute analyse, tout commentaire et de se contenter d'aligner ces citations ! M<sup>me</sup> Chéron a accompli successivement les plus difficiles devoirs en face des Allemands, envers les Français, envers les vivants et envers les morts. Voici ce que dit d'elle l'*Officiel* :

A montré dans des circonstances difficiles la plus grande énergie. Chargée des fonctions de secrétaire de mairie, et seule au moment de l'arrivée des Allemands, elle ne s'est pas laissé déconcerter par les menaces, et a tenu tête à leurs exigences avec une décision et un sang-froid remarquables. Lors du retour de nos troupes, elle a assuré le service du cantonnement et de l'alimentation ; elle a pris elle-même toute mesure pour l'identification et la sépulture de nos morts. Enfin, elle a su prévenir la panique au cours du bombardement par son exemple, son attitude et ses encouragements à la population. (*J. off.*, 4 déc. 1914.)

Il y a quelque chose de tragiquement charmant dans la mort de M<sup>lle</sup> Sudre, morte pour qu'un enfant n'ait pas froid :

Au moment de l'entrée à Saint-Dié, et alors qu'on se battait encore dans la rue d'Alsace, s'est proposée comme parlementaire. A été tuée ensuite pendant le bombardement de Saint-Dié, le 29 septembre, dans les conditions suivantes : réfugiée dans une cave avec d'autres personnes, a tenu, au plus fort du bombardement, à aller chercher des couvertures pour un petit enfant qui se plaignait du froid. C'est en quittant la cave qu'elle a été mortellement frappée par un éclat d'obus, victime de son dévouement. (*J. off.*, 24 janv. 1915.)

Enfin, voici un ménage d'instituteur et d'institutrice uni dans l'honneur d'une même citation : c'est le ménage Bougreau, de Sablonnières (Seine-et-Marne) :

Ont, au péril de leur vie, aidé quatre cavaliers français d'arrière-garde, surpris par l'ennemi, à se cacher dans leur propre maison, puis à s'enfuir pour rejoindre leur régiment. Contraint de



rester debout, pendant un combat, au milieu des Allemands couchés, M. Bougreau fut blessé et gardé comme otage jusqu'au départ des ennemis. (*J. off.*, 28 mars 1915.)

Je ne sais s'il y a un autre exemple d'une citation associant ainsi mari et femme. Il n'y en a pas en effet pour les deuils supportés en commun et avec un courage qui est le plus difficile et le plus dur des courages. On admire avec raison des généraux qui, plusieurs fois frappés dans leurs plus chères affections, continuent, sans sourciller, leur tâche de salut. Il y a de semblables exemples parmi des professeurs qui ne me pardonneraient pas de les nommer, et dont la foi patriotique et l'ardeur de propagande ont été trempées dans des deuils renouvelés. Qu'est-ce qui vous a transformés ainsi, pères et mères aux âmes inquiètes, facilement endolories, et qui aimiez vos enfants comme on ne les a jamais aimés? Votre douleur n'est pas moins profonde. Elle l'est même



d'autant plus que ceux qui tombent se sont révélés plus dignes de votre tendresse, et que vous ne reconnaissez pas, dans le coup qui vous frappe, le caractère inévitable d'une loi de la nature. Mais de l'innombrable douleur de la France d'aujourd'hui il sort de la force plutôt que de la faiblesse. Les deuils sont portés comme une noblesse ; dans l'universel exhaussement des courages, ceux qui pleurent ont essayé de n'être pas trop inférieurs à ceux qui meurent ; et ils ont cru que la continuation de leur effort et la victoire consentie du patriotisme sur les plus puissants des sentiments humains étaient l'hommage même que leurs morts eussent choisi. Vous vous êtes conduit comme un soldat, professeur de Grenoble, qui êtes entré en classe au moment où l'on venait de vous annoncer la mort de votre fils ; et vous, professeur de la Faculté de médecine de Nancy qui, recevant la même nouvelle, quand vous soigniez un blessé, n'avez pas interrompu l'opération commencée.

Les femmes ont été ici au moins les égales des hommes. Les lettres d'institutrices veuves valent les lettres d'adieu qu'elles ont reçues. Et que l'on songe que celles-là n'ont pas même droit à leur douleur et à leurs larmes ! Tout le monde a l'œil sur elles. Madame l'institutrice doit à son rôle public de donner l'exemple : elle le donnera. Et, passant devant la classe vide où son mari enseignait, elle va retrouver les enfants qui l'attendent et pour qui il n'est pas permis d'être triste. Et elle leur redira, sa voix tremblant un peu, qu'il faut savoir mourir pour la patrie. Voilà des scènes comme il s'en passe tous les jours dans nos humbles écoles. En voici une autre : M<sup>lle</sup> V... est en classe. On entre, on lui parle à l'oreille. Elle tremble et sort. Puis elle rentre bientôt, les yeux rouges. « Voyons, mon enfant, où en étions-nous ? » Et la classe continue. On vient de lui apprendre la mort de son frère... Ailleurs un inspecteur trouve une mère subitement vieillie depuis la mort de

son fils, et s'occupant fébrilement de tricot et de chandails : « Il faut que je m'emploie autant que je peux, monsieur l'inspecteur, pour empêcher mon pauvre esprit de battre la campagne. » Beaucoup de femmes françaises ont fait comme elle. L'Université n'a pas eu le monopole de cette forme de courage plus que des autres. Disons seulement qu'elle a été une image fidèle du pays entier.

## « LA CLASSE CONTINUE »

« La classe continue », cette phrase que nous venons d'écrire résume tout ce qui va suivre. La guerre avait éclaté pendant les vacances. Elle n'était pas finie pour la rentrée de 1914. Et nous ne savons pas pour quelle rentrée elle sera finie. L'idée que la vie scolaire ne reprendrait pas à date fixe, quoiqu'il y eût alors de plus graves soucis, n'est pas venue un instant à l'esprit de ceux dont c'est la fonction d'en assurer la régularité. Pendant que l'on se bat sur la Marne, quand le lendemain est encore incertain, des fonctionnaires obstinés préparent

donc la rentrée. Ainsi le paysan mène son labour jusqu'à la tranchée proche. Rien ne doit être en friche de ce qui a été sauvé de terre française. Les jeunes intelligences, dont nous attendons tant de réparations nécessaires, doivent être en friche moins que tout le reste. Mais poser un principe ne suffit pas. Comment faire? Nous avons dit combien de professeurs et d'instituteurs étaient mobilisés. Or on ne remplace pas un professeur ni même un instituteur comme on remplace le premier employé venu, et l'improvisation en pareille matière est impossible. L'idée vint, surtout lorsqu'on se mit à appeler des classes moins jeunes, d'atténuer la rigueur des lois militaires, non pas en faveur des maîtres, mais par nécessité, parce qu'on ne voulait pas se passer de l'école, et parce que l'école ne pouvait se passer de maîtres. De même on renvoie aujourd'hui à l'usine l'ouvrier indispensable. On eût renvoyé à cette autre usine cet autre ouvrier. Les maîtres ne

le voulurent pas. La Fédération des Amicales d'instituteurs protesta contre une proposition de loi déjà déposée : « Les instituteurs estiment, est-il dit dans cette protestation, qu'ils ont le devoir et le droit de participer aux obligations de leurs classes respectives. » Toute mesure d'exception eût compromis à leurs yeux l'honneur de leur corporation. Et l'enseignement secondaire, dans lequel les remplacements étaient un pire problème encore, suivait nécessairement le sort de l'enseignement primaire, fixé immuablement par ces nobles scrupules. Cette difficulté n'était pas la seule. Les locaux manquaient. Ils étaient réquisitionnés, quelques-uns pour des cantonnements militaires, le plus grand nombre pour d'autres usages militaires. Plusieurs de ces réquisitions étaient prévues par le journal de mobilisation. Les besoins dépassèrent les prévisions ; et, comme il s'agissait des blessés, on n'eut pas même la velléité de discuter. Le service de santé militaire fit

aux internats secondaires l'honneur d'en trouver l'installation matérielle supérieure à tout ce qu'on pouvait lui offrir ailleurs, et de les occuper presque tous. Au moment de la rentrée de 1914, 2 031 écoles publiques étaient réquisitionnées, 150 écoles normales, c'est-à-dire presque toutes, 178 écoles primaires supérieures, et 347 établissements secondaires, dont 221 en totalité. Il y en a en tout 528. Et ceux qui n'étaient pas réquisitionnés étaient, sauf quelques lycées de Paris, les moins bien installés. A Bordeaux, pendant le séjour du gouvernement, les facultés elles-mêmes logeaient les différents ministères. Mais cela fut exceptionnel et d'ailleurs ne dura pas. Donc, manque de locaux et manque de personnel. Et on rentra tout de même.

Pour les locaux on s'ingénia. Un inspecteur en tournée raconte avec bonne humeur le problème qui se pose pour lui à la descente du train : « Où est l'école ? » Il faut la chercher

partout, sauf dans l'école. Cela n'est vrai cependant que pour celles que leurs dimensions rendaient dignes d'une réquisition, et dans les agglomérations qui ont tenu à honneur d'avoir au moins un hôpital de la Croix-Rouge. Mais où sont l'école normale, le collège, le lycée, ce sont de vraies découvertes à faire, en effet. Et quand on a cru trouver, on n'a trouvé le plus souvent qu'une partie d'un tout désarticulé et morcelé. Plus l'établissement est important, et plus il a fallu renoncer à le transporter de toutes pièces dans des locaux qui eussent été réquisitionnés eux-mêmes, s'ils avaient existé. Quelquefois une certaine cohabitation du lycée et de l'hôpital fut possible, et donna lieu à une touchante fraternité de l'élève et du blessé. Certaines municipalités se dépouillèrent. Des musées devinrent dortoirs, des salles de conférences réfectoires, des salles de bibliothèque, des salles de mariage classes ou études. D'autres donnèrent de préférence ce qui ne



leur servait pas. Les palais de justice furent mis à contribution ; les salles d'audience prêtèrent leur majesté à l'enseignement des conjugaisons et des déclinaisons. Des salles de cinéma, de café même, reçurent au contraire un certain prestige de l'emploi imprévu qui était fait d'elles. Beaucoup d'habitations privées furent prêtées par des amis de l'Université, ou louées. Les internats furent malaisément reconstitués ; on leur substitua le placement familial ; et il faut reconnaître, malgré les espérances que, même en temps de paix, on fondait sur lui, que le travail n'y trouva pas son compte. Mais, dans l'ensemble, les familles restèrent fidèles à l'Université dépouillée. Certains établissements furent rendus à leur destination, à la rentrée de 1915. Et, grâce à une mutuelle bonne volonté, ces restitutions seront plus importantes et plus nombreuses en 1916. La perte d'élèves avait atteint la proportion de 20 p. 100. Elle n'est plus que de 12 p. 100, et elle est

causée en grande partie par l'appel prématuré des classes. La crise a été conjurée ; on a reçu des nécessités subies d'utiles leçons de simplicité, et les meilleurs parmi les éducateurs surent convertir, chez leurs élèves, la gêne matérielle en intention de sacrifice.

Mais il fallut un concours de bonnes volontés inouï pour qu'un maître fût présent partout où il y avait une école ouverte. A la campagne, ou bien on réunit les garçons et les filles, ou bien, quand l'école des filles a plusieurs classes, l'une des maîtresses fut chargée de l'école des garçons. Souvent c'est une intérimaire qui est spécialement désignée pour ce sujet. Elle arrive dans un village où elle trouve le logement destiné à l'instituteur occupé par la famille du mobilisé, et ne sait où se loger. Il est vrai qu'elle recevra 1200 francs par an. Mais elle n'est qu'intérimaire ; elle songe à son avenir incertain, elle est très jeune, isolée, inexpérimentée.

Elle a surtout peur des garçons qu'elle devra régenter, et qui cependant respecteront presque toujours sa craintive et gracieuse autorité. C'est de ces misères et de ces dévouements féminins que le pays a vécu, en même temps que du courage des hommes.

Dans les établissements secondaires, on fit un appel, qui fut entendu, à des auxiliaires un peu exceptionnels. Ici un sous-préfet, là un président de tribunal et un procureur de la République ont donné l'exemple. Des ingénieurs devinrent professeurs de mathématiques, des pharmaciens professeurs de chimie et de sciences naturelles. Les avocats et les magistrats, gardiens des traditions, enseignèrent le latin. L'histoire eut la préférence des journalistes. Mais il y avait quelque chose de précaire dans ces généreuses improvisations, et une administration éprise de méthode s'efforça d'organiser un provisoire qui durait. Des crédits furent obtenus pour

payer ceux ou celles qui étaient dans la nécessité de vivre de leur travail. Il n'en reste pas moins cent soixante professeurs bénévoles dans nos lycées. Des hommes sont venus qui ont dit aux chefs de l'Université : « Je ne puis servir comme soldat, je veux servir mon pays de quelque façon. Employez-moi... » Et depuis deux ans, ils servent ainsi. Beaucoup de professeurs retraités (126) sont remontés dans leur chaire, quelquefois rajeunis par la joie d'être utiles ; plusieurs refusent d'être rétribués. Le traitement d'un professeur se compose d'ordinaire de deux parties, d'ailleurs inégales : le traitement proprement dit et la rémunération d'heures d'enseignement données au delà du nombre qui est dû. Ces heures supplémentaires continuent d'être données, mais elles ont cessé d'être payées. Chaque semaine, il y en a plus de 1 350 faites dans ces conditions, sans compter celles qui sont faites — aux mêmes conditions — par les professeurs de faculté,

les proviseurs et les censeurs (350). Aux professeurs des régions envahies on offrit, dans d'autres lycées que les leurs, une occupation pour eux le plus souvent salutaire. Force fut cependant de nommer des suppléants et aussi des suppléantes. Il y a, à l'heure présente, quatre cent cinquante femmes environ enseignant dans les lycées et collèges de garçons ; il y en a trois dans les facultés mêmes. On se demandait à quoi pourraient bien servir ces jeunes filles qui, depuis quelques années, envahissaient nos facultés des lettres et des sciences, et que les cadres de l'enseignement féminin ne devaient certainement pas suffire à recueillir. L'imprévu est arrivé, et ce que l'on se demande aujourd'hui, c'est comment on aurait pu se passer d'elles. Enfin, surtout dans cette seconde année de guerre, il y a eu des professeurs en uniforme ; ils sont trois cents dans tous les ordres d'enseignement. Une entente entre le ministère de la Guerre et le ministère de l'Instruction

publique a permis en effet la conciliation de certaines besognes militaires et de la besogne universitaire. Ces professeurs en uniforme font double service, mais ne sont pas les moins écoutés de leurs élèves.

Il y a une catégorie, peu nombreuse il est vrai, de professeurs, dont nous n'avons pas encore parlé : les professeurs belges. Nos lycées s'étaient ouverts aux élèves belges qui y avaient été reçus, lorsqu'il le fallut, gratuitement, comme y sont reçues les victimes françaises de la guerre pour lesquelles le régime trop étroit et trop parcimonieux des bourses ne suffisait plus, comme y seront reçus plus tard les enfants serbes. Mais il y avait aussi des professeurs belges sans emploi et quelquefois sans ressources. L'hospitalité française s'étendit à eux. M. Wilmotte, professeur à l'Université de Liège, eut l'honneur d'ouvrir la série de ces hôtes de notre Université. Cela lui était peut-être dû. Élève de Gaston Paris, il était devenu à

Liège, où il enseignait, et dans toute la Belgique, l'apôtre du français et de la France. Contrairement à tous les règlements, cet étranger fut nommé professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. Le gouvernement était alors à Bordeaux, M. Wilmotte a depuis suivi le gouvernement à Paris. La date de sa nomination n'est pas indifférente, elle est du 8 septembre 1914. D'autres noms suivirent : M. de la Vallée Poussin a enseigné au Collège de France, M. Brachet à la Faculté de médecine de Paris, M. de Wulff à l'Université de Poitiers, M. Doutrepont à l'École des Hautes-Études, à Paris, et à l'Université de Dijon. En ouvrant ses chaires à des professeurs belges, l'Université de France avait cru d'abord n'accomplir qu'un geste de haute courtoisie. Sa bonne action lui fut profitable. Car, à la suite des maîtres que nous avons nommés, il en vint qui occupèrent dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement secondaire quelques-uns de ces postes



dont la vacance momentanée créait de graves embarras. Comment ils furent accueillis, c'est ce qu'il faudrait ajouter. Un seul fait : un maître d'une école moyenne, située près de Charleroi, est nommé au lycée de Mont-de-Marsan. Il est marié et père de six enfants avec lesquels il a fui, dénué de tout. On le sait à Mont-de-Marsan. Il trouvera, en arrivant, une maison qu'il n'aura pas à louer, dans cette maison des meubles et de la literie qui lui seront prêtés, dans les armoires du linge et des vêtements d'enfant, dans le buffet des provisions pour les premiers repas. Voilà la gentillesse de l'accueil français. Et voilà des liens qui s'ajoutent à ceux que la fraternité d'armes a créés.

Donc, les classes ont repris. La première classe d'octobre 1914 a été faite, à Bordeaux, par le ministre même de l'Instruction publique, classe enflammée et vibrante, image anticipée de tout son ministère, qui fut un continuel enseignement de la France. A la



même heure, dans tout le pays, pour cette première rencontre des élèves et des maîtres après les mois tragiques, l'enseignement eut le même objet : la patrie, ses épreuves et ses invincibles espérances. Ainsi fut fait, en particulier, à Lille, sous la présidence du recteur Lyon dont, bientôt après, rien ne devait plus nous parvenir, et dont nous savons seulement combien la sensibilité ardente et délicate a dû souffrir. Et l'année continue, scandée, autant que par les traditionnelles vacances, par les journées auxquelles l'école est associée : journée du drapeau belge, journée du 75, journée française, journée de l'orphelinat des armées. La journée serbe fut même exclusivement scolaire, et consista dans une leçon d'histoire sur l'épopée lointaine et mal connue d'un peuple subitement jeté dans le cours de nos propres destinées. Puis vinrent des distributions de prix d'un caractère plus grave que les cérémonies coutumières : elles furent présidées par les chefs des établis-

sements eux-mêmes, ou quelquefois par les chefs de ces chefs, et les discours se bornèrent à raconter la vie mouvementée de chaque maison, pendant l'année vécue, et sa participation à toutes les œuvres de guerre qui ont surgi. Ces discours constituent par suite de sincères et utiles documents, et n'écartèrent pas la pensée des auditeurs de ce qui est depuis deux ans l'unique objet de la pensée de tous. Et une autre année a recommencé, et d'autres journées, appels répétés à des générosités inlassables, ont eu lieu, et d'autres distributions de prix enfin viennent d'avoir lieu. Les examens aussi fonctionnèrent, et les sessions de baccalauréat furent même un peu plus nombreuses, la règle adoptée étant de ne pas ajouter aux risques de ceux qui partent le moindre tort fait à la carrière de ceux qui reviendront. On se présente même au baccalauréat entre deux coups de feu. Ce fut le cas d'un petit sergent de dix-huit ans. Le 30 juin, son père écrit au

doyen de la Faculté de Nancy : « Je vous envoie mon fils qui descend ce matin des tranchées où il vient de passer une semaine terrible, qui ne l'a guère préparé à l'épreuve de demain. S'il est admissible, je voudrais qu'il passe son oral le plus tôt possible, afin qu'il ne reste pas trop longtemps éloigné de la section qu'il commande. » Le jeune sergent est reçu à l'examen écrit ; il est reçu aussi à l'examen oral, le 5 juillet ; le soir même, il regagne son poste. Le surlendemain, le doyen recevait du père ces quelques lignes : « Merci de l'accueil que vous avez fait à mon cher enfant ; aujourd'hui, à dix-huit heures, il a été tué au Bois-le-Prêtre. » Ainsi mourut, le 6 juillet 1915, le sergent Marcel Ferrette, bachelier de la veille.

## CLASSES DE GUERRE

Il va sans dire que les classes ne furent pas tout à fait ce qu'elles sont en temps ordinaire. « Depuis de longs mois, écrit M. Buisson, ni les choses ni les idées ne nous apparaissent plus qu'en fonction de la patrie. » Les pédagogues appellent « centre d'intérêt » la note dominante d'un enseignement, celle autour de laquelle tout s'organise, à laquelle tout ramène. La guerre n'eut pas de peine à être le centre d'intérêt de l'enseignement depuis deux ans. Les maîtres français gardèrent cependant là une instinctive mesure. La classe resta partout la classe et ne fut

jamais le lieu où l'on bavarde. Elle fut pour la sensibilité enfantine, que les émotions du dehors mettent à une suffisante épreuve, la trêve, l'heure passée dans la contemplation des vérités et des lois, et comme dans une pacifiante éternité. C'est ailleurs que l'éducation est toujours un moyen, un dressage ; chez nous, même en ces années de lutte, elle ne s'est ni subordonnée ni abaissée. Nous demandons qu'on ait, en nous lisant, cette remarque toujours présente à l'esprit. Car, en disant ce qu'il y a eu de changé, nous risquons de faire oublier que tout ne l'a pas été. Il y a eu des « classes de guerre », où la guerre a été racontée dans son origine et dans son développement. Ou bien, dans chaque journée, quelques instants ont été consacrés régulièrement à une méditation des événements les plus récents, et comme à une patriotique prière. Il y a eu des « cahiers de guerre » faits, dans certaines campagnes, pour les familles autant que pour les enfants,

Sur le recto, l'histoire des faits ; sur le verso, des pages à lire, les pensées dont il faut se pénétrer. La guerre en a fait éclore de très belles en effet. Les chefs de l'Université ont, à certains jours, eux-mêmes introduit dans les classes cette attention au présent, contre laquelle d'ordinaire ils les protègent. Mais il s'agit d'un présent vraiment exceptionnel, et qui a des proportions d'histoire au moment même où il paraît à l'horizon. M. Liard prit plusieurs de ces initiatives. Il fit lire dans tous les lycées de Paris une admirable page du *Times* sur les sentiments de l'Angleterre envers la France. Plus tard, il invita les maîtres de tous les ordres d'enseignement à raconter pieusement le martyre d'Edith Cavell, et, tous les recteurs ayant suivi son exemple, il n'y a pas un enfant de France qui ait aujourd'hui le droit d'ignorer le nom de la pure victime. Un autre recteur mettra sous les yeux des élèves tel récit héroïque qui l'aura particulièrement frappé, les asso-

ciant ainsi à sa propre émotion ; tel autre fera donner en dictée la belle page de M. Ribot sur le « devoir de l'emprunt ». Les récits d'événements militaires parus dans le *Bulletin des armées* servirent aussi de textes de dictées.

Mais ce n'est pas seulement de cette façon épisodique que la guerre pénétra dans nos programmes. Toutes les disciplines s'adaptèrent spontanément, et sans mot d'ordre, aux préoccupations présentes ; et beaucoup même furent vivifiées par elles. L'enseignement civique ne passait pas, jusqu'ici, pour très passionnant ; aujourd'hui, quand on parle du maire, on le voit veillant sur la cité, mourant pour elle ; ou bien on évoque l'image du bourgmestre de Bruxelles. Comment traiter de morale, parler de justice, de charité, de respect de la parole donnée, sans que des exemples concrets assaillent l'esprit, unis à de pieux souvenirs et à de patriotiques colères ? Le « prochain » n'est plus un mot

vide, c'est le blessé, c'est le réfugié, c'est la réalité souffrante que l'on rencontre à chaque pas. Dans la classe d'histoire, on descend involontairement du passé au présent, et c'est une façon, qui en vaut d'ailleurs une autre, d'étudier l'histoire, que cette liaison des causes et des effets. La géographie s'anime, non seulement dans cette partie de la terre que le sang humain arrose, mais dans tous les coins du monde où se découvrent des éléments et où se dressent des acteurs possibles du drame européen. Les sciences mécaniques et chimiques sont mises en vedette par les formes nouvelles que la guerre a prises ; et l'acier et le brome et le chlore sont devenus des premiers rôles. Le latin est plus actuel que jamais ; si la langue est morte, les idées vivent et les faits se répètent. La rude franchise de T. Quinctius Capitolinus devant une plèbe indolente que la préparation à la guerre ennuie et effraie, la riposte du sénateur Appius Claudius au



tribun qui se lamente parce que la guerre dure, la sermonce que le consul L. Emilius Paulus adresse aux stratèges du forum, — nous disons, dans nos climats où l'on vit moins en plein air : stratèges en chambre, — comme tout cela semble d'hier, et comme la leçon prend de force cependant grâce au recul du temps ! L'instinct des maîtres les a conduits ainsi vers des textes qui semblent faits exprès pour nous apporter le renfort de la vertu romaine et des exemples d'autrefois. Je pourrais faire cent autres emprunts aux « cahiers de textes » que certains professeurs ont fait connaître. Il faut ajouter que, dans le latin, les élèves d'aujourd'hui aiment vaguement aussi cette culture latine, dont ils entendent parler, et dans laquelle ils sentent une alliée.

Mais nul enseignement n'a subi, comme celui du français, les effets de la guerre. La langue française, la littérature française ne sont plus des choses, mais des êtres, des êtres chers, que l'on aime parce qu'ils ont

été en danger, et envers lesquels on se sent des torts parce qu'on ne les a pas assez exclusivement aimés. Nous nous tournons vers nos grands écrivains comme vers des génies bienfaisants sur le secours desquels nous comptons ; et nous honorons ces représentants de nos traditions, ces maîtres d'énergie selon ce qu'ils nous apportent aujourd'hui. Il en résulte même quelques injustices momentanées, et un certain trouble dans la hiérarchie de nos cultes littéraires. A cette heure où les vivants appellent les morts à la rescousse, notre patriotisme jaloux éprouve quelque prévention contre les morts qui répondent mal à l'appel et font triste figure de combattants. Laissons-les dormir en paix ; une autre génération dont les besoins seront autres saura bien les retrouver et les ressusciter. Mais les enfants, dont les jugements ne connaissent pas la mesure, et qui n'ont pas le souvenir d'enthousiasmes passés, dictent au maître ses choix, sous la menace de n'être

pas compris d'eux. Ils veulent cette littérature dont parlait Renan, — un de ceux qui sont injustement peut-être délaissés, — et qui, transportée dans la vie, la fait noble ; ils veulent cette littérature où ils reconnaissent le produit authentique du terroir, où ils sentent comme le parfum d'une fleur de France. Le même phénomène se produit, nous assure-t-on, en Angleterre. Le centenaire de Shakespeare vient d'y être célébré avec une piété à laquelle les universités françaises se sont d'ailleurs associées. Dans le choix des devoirs aussi, il faut que le maître se défende contre la tentation de faire appel à des sentiments qui, lui-même, l'obsèdent. Quand il cède cependant, l'élève répond de façon à faire croire que le talent courra les rues demain, comme l'héroïsme aujourd'hui. C'est tout simplement qu'il répond avec tout son cœur. Il y a des devoirs d'enfants qu'on a publiés. Il y a les devoirs déjà virils de garçons ; il y a les devoirs charmants de fillettes qui

expliquent pourquoi elles tricotent et continueront de tricoter. Interrogées sur la notion de sacrifice, des jeunes filles plus âgées écrivirent des pages à faire frémir par ce qu'elles laissaient deviner d'expérience déjà douloureuse. Ainsi il y a eu entre l'école et le pays un constant unisson.

Elle fut même en liaison avec le front, et les professeurs ou instituteurs soldats ont été les agents naturels de cette liaison. C'est eux qui commencèrent, et dès la rentrée d'octobre 1914. La pensée de la classe abandonnée se présentait mélancolique à eux, et ils écrivirent. Ils écrivirent à des collègues, souvent même directement aux enfants. Ces lettres expriment vraiment, quoique avec simplicité, l'offrande collective que fait d'elle-même une génération à celle qui la suit. « Nous voulons, dit un maître, effacer des jeunes fronts le stigmaté des vaincus qui nous a tant brûlés. » Et ils ne demandent aux enfants, pour les payer de leur sang,

que de bien faire leur métier d'enfants et d'être de bons élèves, conseils parfois simplement touchants, mais qui prennent parfois aussi l'accent d'une dernière volonté. Les élèves répondirent. Et l'habitude se prit d'une correspondance entre la classe et le maître d'hier qui reste de cette façon le maître d'aujourd'hui. Le ton s'abaisse quelquefois, et le maître raconte ce qu'il sait intéresser les enfants, et par exemple les exploits de leurs petits contemporains du front, dédaigneux de l'obus. On devra faire un recueil des plus significatives de ces lettres. Puis il arriva que des naïves réponses qui leur parvinrent, et de cette tendresse admirative qu'ils sentaient comme un flot monter vers eux, les maîtres regurent, au milieu des dangers qu'ils couraient, comme un rafraîchissement. Le bienfait de leurs lettres à eux leur était rendu. D'autres fois, c'est avec les pères mobilisés que le maître, qui ne l'est pas, organise une correspondance,

les tenant au courant du travail de leurs enfants, et excitant le zèle de ceux-ci par l'idée même de ces rapports qui vont si loin. De cette façon encore, la liaison s'établit,

Quand le maître revient du front, quand il revient avec un galon, une citation, les scènes les plus émouvantes ont lieu. L'école attire le maître, en effet. « Le général m'a accordé un congé de trois mois, écrit l'un d'eux à son chef. Je suis arrivé hier soir, et j'ai commencé à faire la classe aujourd'hui. » Il croit dire et faire une chose toute simple. Et s'il est blessé, la scène est plus émouvante encore. Elle est émouvante pour les autres, car le soldat ne « s'en fait pas ». L'un d'eux l'a dit philosophiquement : « Une béquille ne va pas mal à un maître d'école ». Vue d'avenir sur notre futur recrutement. Il sera bon que la génération heureuse qui grandit ait longtemps sous les yeux ces témoignages du prix que le bonheur dont elle jouira aura coûté. Aussi est-il question d'ouvrir des sections

de mutilés dans nos écoles normales primaires. Dès maintenant, on a introduit, autant qu'on l'a pu, des mutilés dans les emplois de surveillants qui ne demandent aucune préparation technique, mais simplement une faculté d'inspirer le respect que la blessure reçue confère. — Souvent le maître n'est pas revenu et ne reviendra plus ; mais quelque chose de lui demeure : au-dessus de la chaire où il enseignait, dans quelques écoles, on lit ceci : « A la mémoire de M... votre maître, mort au champ d'honneur. Faites votre devoir comme il a fait le sien. » Ainsi sa suprême leçon est toujours présente à la mémoire des élèves. Chaque école a eu d'ailleurs sa façon spontanée et différente d'honorer ses morts à elle. Plus tard, l'Université rendra les honneurs définitifs et perpétuera les souvenirs sur le marbre et sur l'airain. Les projets pieux abondent. Attendons que la victoire jette ses rayons sur nos deuils et grandisse encore nos morts.

## ŒUVRES DE GUERRE

La France qui étudie entra en relations avec la France qui combat autrement que par l'intermédiaire des maîtres devenus soldats. Il nous faut parler en effet des innombrables œuvres de guerre qui font tant d'honneur à l'Université. L'Université participa d'abord à l'œuvre du Secours national, la première en date et la plus importante des œuvres de même nature. Le hasard fit que le président de l'Institut, auquel fut dévolue la présidence du Secours national, fut alors un universitaire, et un universitaire jouissant de l'affectueux respect de tous, M. Appell. Son



nom fut un signe de ralliement. Plus tard, une section du Secours national s'occupa particulièrement des détresses universitaires. Plus tard aussi, il se fit une ventilation des cotisations, les unes réservées aux œuvres locales, les autres envoyées à l'œuvre nationale présidée par M. Appell. Ces cotisations consistent dans un prélèvement sur les traitements qui va de 2 à 5 p. 100. Or sait-on ce que représenteraient 2 p. 100 des traitements pour les instituteurs seuls? Cela irait à 400 000 francs par mois. Nous ne voulons pas dire qu'on atteignit toujours ce chiffre.

Vinrent ensuite les œuvres plus exclusivement universitaires. La Belgique s'est immolée; les instituteurs belges, avant que quelques-uns soient recueillis dans nos écoles même, sont dispersés et sans ressources. Immédiatement se fonde l'œuvre du « Franc des camarades belges ». Il est juste de dire que les instituteurs de tous les pays neutres s'associèrent à l'œuvre. La Hollande en devint

le centre. — Puis ce sont des Français eux-mêmes qui fuient devant l'invasion. Les instituteurs s'occupent de ce qui les regarde, des enfants de l'âge scolaire, et fondent l'« Accueil français ». Par eux, les petits réfugiés sont placés, soignés, surveillés. Beaucoup en prennent à leur propre charge. Et comme on trouve vite en France le bon côté des choses, on se félicite de ce que les enfants du Nord vont mieux connaître ceux du Midi. — Enfin, la guerre fait des veuves parmi les institutrices. Aussitôt des caisses de secours distribuant des allocations journalières sont créées. Une vive impulsion est donnée à cet esprit de solidarité par les Amicales des instituteurs et par la Fédération de ces Amicales. Les noms seuls de ces groupements étaient connus du grand public et, faut-il l'avouer? pas très avantageusement. On savait que des intérêts professionnels y étaient discutés avec quelque âpreté, et on y redoutait l'invasion de ce

qu'on appelait — il y a très longtemps — le pacifisme. Nous sommes rassurés. La Fédération des Amicales vient de publier une plaquette charmante qu'elle vend au profit de l'« Accueil français ». La première image représente un soldat, un soldat-papa, dans son lourd manteau de factionnaire, qui fait la leçon à des enfants attentifs, levant le doigt pour insister sur l'importance du conseil qu'il donne. On devine quel est ce conseil, qui est de ne rien oublier. En réalité, dans ces Amicales, s'était développé un esprit corporatif qui a porté ses fruits. — De ces œuvres, il faut rapprocher le « Sou des lycées » : chaque élève est invité à apporter chaque semaine dix centimes. C'est sa contribution de guerre à lui, volontaire bien entendu, mais à laquelle la plupart, depuis deux ans, se soumettent avec une régularité toute militaire. Le Sou des lycées alimenta d'abord des ouvriers fondés dans les lycées de jeunes filles pour les ouvrières en chômage et les

réfugiées. Mais comme ces ouvroirs travaillèrent pour les blessés, puis pour le front, le sou des lycées en vint à alimenter toutes sortes d'œuvres, et les enfants l'appellent même de préférence le sou des blessés.

Nous dirons peu de chose de l'adoption du blessé par l'école, parce qu'il y aurait trop à dire. Le blessé fut pour l'enfant l'objet d'une tendresse fraternelle, de cette tendresse exaltée qui est souvent celle du petit frère pour le grand frère. Au prêt, pour lequel ils n'ont pas été consultés, de leurs écoles et de leurs lycées, nos élèves ajoutèrent, après coup, une intention à eux. Certaines transformations de maisons d'école en hôpitaux ont même été faites à l'aide de la main-d'œuvre scolaire, de grands élèves procédant eux-mêmes aux aménagements, ou à la fabrication de meubles et de civières. Et quelle émotion quand ils durent (cela est déjà arrivé) rentrer dans ces salles où l'on avait souffert, et redevenues de simples classes ! Entre tous les blessés,

ceux de leur école ou de leur lycée ont eu naturellement leurs préférences : pour eux toutes les gâteries, pour eux on se prive de dessert ou on se rationne au goûter. On les visite, et c'est une récompense que l'on s'efforce de mériter. On chante pour eux le dimanche ; on leur donne des représentations ; on apporte (n'est-ce pas une charmante idée d'enfant?) on apporte à ceux qui sont pères des poupées pour leurs fillettes. L'établissement féminin le plus proche s'occupe de leur linge et raccommode leurs vêtements. Bientôt cependant ces dévouements épars ne suffirent plus aux bonnes volontés ; on eut l'ambition des œuvres, et chaque école ou chaque ville tint à avoir la sienne. Quelques-unes sont exquises d'invention et de tendresse : œuvre du morceau de sucre (pour sucrer le café du soldat) ; — œuvre de l'œuf hebdomadaire (cette œuvre, fondée par les fillettes de Carcassonne, augmenta de 150 œufs par semaine le menu des blessés d'un hôpital) ; —

œuvre des deux légumes, qui eut un objet analogue ; — œuvre des oreillers ; — œuvre des béquilles ; — œuvre de l'argent de poche.

Les maîtres n'eurent qu'à diriger le mouvement, ou quelquefois à le suivre ; de leur côté, ils apportèrent ce qui est leur richesse à eux, leur science, leur parole et leur cœur. Des conférences furent instituées dans les hôpitaux, qui rencontrèrent les auditoires les plus vibrants. Ou bien ce sont des leçons individuelles qui sont données à ceux qui n'ont pas appris ou qui ont oublié. Et la docilité de ces trop grands élèves récompense de tous les dévouements. — Nous ne parlons pas d'un habile système d'informations, grâce auquel pas un instituteur, pas un professeur blessé n'est abandonné de ses collègues. Car cela n'est que de la solidarité professionnelle. — Les maîtresses enfin ont revêtu le voile blanc de l'infirmière. Elles ont fait ce que toutes les Françaises ont fait, et ce qui

sera la poésie de ce temps d'horreurs ; mais les autres Françaises n'avaient pas une classe à faire en même temps. Une institutrice des Vosges, à qui on demande comment elle peut se partager entre les blessés et ses élèves, répond simplement : « Comme j'avais un service de nuit à l'hôpital, je ne manquais jamais la classe. » — Quand le blessé sort de l'hôpital, toute relation n'est pas rompue entre lui et l'enfant. Nous faisons allusion à cette charmante habitude que, dès le début de la guerre, prirent nos élèves, sur la suggestion de leurs maîtres, celle de saluer les blessés. Dans les grandes villes, où les rencontres sont fréquentes, cette manifestation peut créer une lassitude pour celui qui en est l'objet, après lui avoir causé d'abord une émotion mêlée de surprise. Dans les campagnes, plus rare, elle garde plus de prix ; elle signifie, pour celui qui reçoit le salut, une promotion en considération publique et comme en dignité humaine, pour celui qui

l'adresse un sentiment de la dette contractée et une promesse de patriotique émulation.

Le blessé eut un tour de faveur, et c'était justice, dans la sollicitude de l'école. Mais, dès l'automne de 1914, la guerre se prolongeant, l'hiver menaçant, la pensée des misères qui allaient être endurées apparut brusquement intolérable, et alors la France scolaire se mit à tricoter, ainsi d'ailleurs que la France entière. Ce fut comme un vœu. Cette ardeur à prendre l'aiguille dut au caractère mystique qu'elle revêtit de prendre des proportions d'événement, et de mériter une place dans l'histoire si pleine de ce temps. La France fut donc un vaste ouvroir. Mais, dans chaque village, c'est l'école qui est le quartier général de la laine. C'est là qu'on se réunit pour s'entraîner, et aussi se ravitailler. La provision de laine s'épuise-t-elle dans une école laïque, alors on voit un curé partir à bicyclette et faire une râfle dans toutes les merceries des environs. La laine eut son union



sacrée. A un an de distance, on ne peut relire sans amusement les divers journaux pédagogiques qui ressemblèrent, durant quelques mois, à des journaux d'ouvrages pour dames. En visitant une école, on croyait visiter un magasin et un atelier tout à la fois : des paquets dans tous les coins, avant ou après la confection, et tous les doigts au travail. On a fait des statistiques de la quantité de laine employée et du nombre d'objets envoyés : elles sont formidables et sans cesse à refaire. Les petits doigts des écolières ont fait ce qu'aucun service d'État ni aucune industrie n'eût pu faire, et économisé des millions..., et nos soldats eurent moins froid.

A la campagne, chacun travailla d'abord pour son soldat. Ensuite une sollicitude collective naquit : il faut penser à ceux à qui personne ne pense. Et des œuvres se fondèrent, comme pour les blessés, innombrables et charmantes. Mais le particularisme eut sa prompte revanche : on veut pouvoir sui-

vre en idée le passe-montagne ou le chandail où l'on a mis, avec la laine, tant d'intentions. Ainsi des régiments devinrent les clients particuliers d'un lycée. C'est le lycée du département dont tel régiment est originaire ; c'est encore celui où le hasard l'a fait cantonner, et où le souvenir de son numéro est orgueilleusement gardé. Il arriva que certains régiments reçurent trop et d'autres pas assez. Les colonels des régiments oubliés adressent alors leurs réclamations aux chefs universitaires comme à leurs fournisseurs obligés, réclamations toujours écoutées. Il y eut cependant des demandes difficiles à satisfaire, comme une certaine demande de bottes en toile goudronnée, sur le modèle de celles des mariniers de l'Ouest, et qui préserveraient les pieds de l'humidité des tranchées. Cela sortait des talents ordinaires de nos ouvrières. On prit des informations et la commande fut exécutée.

Il va sans dire que des douceurs ne tar-

dèrent pas à se glisser dans les envois utiles. Certaines dates en particulier provoquèrent le désir d'associer nos soldats aux fêtes de la vie civile, et de leur causer un peu de joie. Il y eut le « Noël des armées », les « Étrennes du soldat », que l'« Œuf de Pâques » ne tarda pas à suivre. Puis l'enfant qui fait l'envoi ne résiste pas à la tentation d'y joindre un billet. Il faut bien qu'il y ait dans le paquet quelque chose de son petit cœur. Les chefs répondirent, et il y a ainsi, dans les archives de certaines écoles, des lettres de colonels attendries, où l'on lit à la fois leur bonté pour leurs hommes et leur orgueil de sentir derrière eux cette petite France frémissante. Des mères de soldats remercièrent aussi, remerciements infiniment touchants, et enfin des soldats eux-mêmes. Voilà comment nous nous acheminons vers « l'individualisation » du paquet. Tout se perfectionne peu à peu dans cette guerre. Des instituteurs s'arrangèrent pour que chaque

soldat de la commune reçut son paquet à lui. N'est-ce pas celui que l'on reçoit avec le plus de joie? Rien qu'à le prendre des mains du vaguemestre, et à voir son nom sur l'adresse, le soldat cesse d'être un numéro matricule et redevient quelqu'un. Celui qui l'envoie est cependant un inconnu. Mais cet inconnu est un ami, un protecteur. Ce n'est qu'un enfant, mais la protection n'en est que plus douce, et ressemble à cette protection ailée dont le soldat d'aujourd'hui, quand il était enfant lui-même, croyait sentir le frôlement. Ainsi se nouèrent des amitiés d'un tour mystique entre l'école et la tranchée. — Et, dans ce commerce, l'école gagna autant qu'elle donna. L'air vivifiant du front ne cessa, grâce à lui, de souffler sur elle.

On ne tarda pas à s'apercevoir que, entre tous les soldats, les plus abandonnés étaient ceux des régions envahies, les « envahis », comme on dit. Les chefs militaires signalèrent les premiers cet abandon, cette détresse

morale. Une note parue dans le *Bulletin des Réfugiés du Nord*, et ainsi conçue : « Lesquels d'entre vous veulent une sœur, une marraine, pour remplacer temporairement la famille bloquée? » provoqua immédiatement des milliers de réponses. Si l'hiver 1915 fut celui du tricot, l'hiver 1916 fut celui des marraines. Pas un aspirant filleul ne resta sans marraine et réciproquement. Quelques habiles, dit-on, en eurent même plusieurs. Le type du filleul de guerre a vite défrayé la littérature : il y eut les filleuls discrets et ceux qui le furent moins. Mais il y a un type de marraine jusqu'ici moins connu, la marraine collective : c'est une classe de lycée ou une école primaire. Le filleul n'est pas moins bien soigné. Quand il vient en permission, ayant plusieurs familles adoptives, il n'a pas assez de repas pour toutes. Dans quelques établissements d'instruction, il y a la salle des filleuls, sorte de cercle du soldat plus intime et en miniature. Et on trouve parfois dans

nos classes des photographies imprévues : un poilu, entouré de fillettes ou de petits garçons, car les marraines sont souvent des parrains. Ce qu'on ne dira jamais assez d'ailleurs, c'est que la marraine a apporté plus que des secours matériels à qui en manquait, un secours moral qu'on ne supposait même pas, *a priori*, aussi efficace et aussi nécessaire. C'est de cet appel muet de braves gens vers quelque chose qui remplace la famille cruellement empêchée que l'institution est née. On aspire véritablement à recevoir une lettre, une lettre pour soi seul. Et, par miracle, la lettre arrive. Les soldats belges, qui s'étaient d'abord tenus à l'écart, demandèrent à être enrôlés dans l'armée des filleuls. Et satisfaction leur fut donnée. La marraine devient vite la personne à qui on s'adresse pour les confidences sérieuses, les dernières volontés ; car, avec les camarades, on ne sait jamais si eux-mêmes survivront. On lui laisse le soin de prévenir,

en cas de malheur, la famille, quand elle pourra être retrouvée : « La date de ma disparition sera celle de l'arrêt de ma correspondance. » Note charmante, après la note grave : on imagina de faire écrire à des papas par des fillettes ou des petits garçons qui portaient les noms mêmes de leurs enfants. — Aux filleuls « envahis » vinrent s'ajouter les filleuls prisonniers, autre institution née d'un autre besoin. L'École de Fontenay organise même en ce moment l'adoption de prisonniers russes. Le même lycée a droit naturellement à des filleuls des deux catégories. Il arriva qu'un soldat du Nord eut ainsi des nouvelles de son frère, depuis longtemps disparu. Un hasard heureux avait fait que le même lycée, le lycée de jeunes filles d'Agen, avait les deux frères, les frères Demarque, comme filleuls, aux deux titres.

Qu'on se représente la vie d'un établissement scolaire où toutes ces tâches ont été assumées, sans préjudice de la tâche coutu-

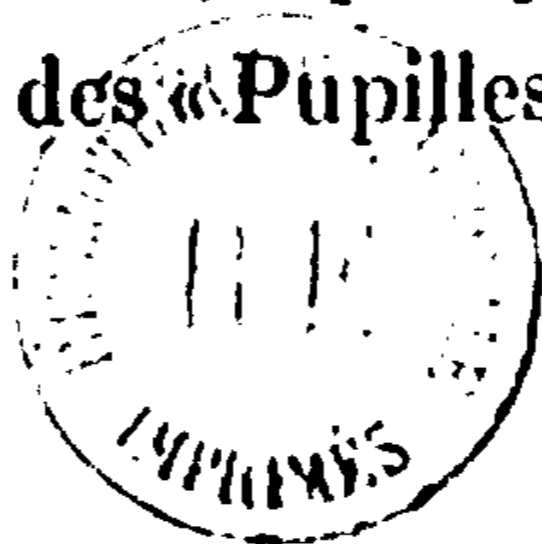
mière. Les jeunes filles, dont il a été surtout question, ont eu le sentiment que personne n'avait le droit d'être inutile, et qu'il leur fallait se rendre dignes des hommes. Elles y ont réussi et, dans l'histoire de l'Université pendant la guerre, il devra y avoir une large place faite aux établissements de jeunes filles. Chaque directrice de lycée a raconté la vie de sa maison depuis 1914. Ces récits se ressemblent et diffèrent tout à la fois. La répétition monotone des mêmes formes de dévouement n'est pas d'ailleurs sans faire sur le lecteur une forte impression. Puis il y a des initiatives originales qui rompent cette monotonie : à A..., les élèves apprennent à imprimer en Braille pour fournir des livres de lecture aux soldats aveugles ; à B..., des professeurs, deux jeunes filles, ouvrirent une maison de réfugiés, et surent l'administrer ; à C..., des maîtresses, accompagnées de soldats éclopés, se rendent au marché, pour améliorer l'ordinaire de l'hôpital, et obtiennent régulière-



ment de générosités habilement sollicitées des légumes qu'épluchent ensuite les élèves ; à D..., toute petite ville, on ouvrit un vestiaire de réfugiés, et quatre-vingts personnes passèrent au réfectoire, transformé en salon d'essayage. Ces premières lettres de l'alphabet figurent de véritables initiales, et nous pourrions continuer ainsi. Comment ne pas faire mention, par exemple, d'une école où l'on confectionne des vêtements de deuil pour les mères et les épouses ? Le trait commun, c'est que partout ce qu'on pouvait espérer du bon cœur de toutes a été dépassé. « Je vis avec beaucoup de mes élèves, écrit la directrice du lycée Lamartine, depuis huit et dix ans, et avec plusieurs de mes collaboratrices depuis une vingtaine d'années, et je puis dire que j'étais bien loin de connaître toute leur valeur morale. » Il s'est donc produit là aussi un « miracle français ». Devant l'appel brutal des événements, ces sentiments devinrent aigus : la conscience d'être, entre

Français, de la même famille, et la honte éprouvée par les meilleurs d'entre nos enfants de leur propre tranquillité et de leur propre bonheur. Puissent ces sentiments durer ! Puissent nos fillettes ne pas laisser rouiller leurs aiguilles, et ne pas perdre l'habitude de regarder, au delà des grilles heureuses de leur lycée, les misères que la guerre n'est pas seule à engendrer !

Voici deux tâches enfin où le rôle de l'école s'annonce, mais ne fait que commencer. La guerre a fait déjà d'innombrables orphelins. Une loi est en préparation qui en remet le soin à l'administration de l'Instruction publique. Si cette loi est votée dans ces termes, elle signifiera ceci : c'est que le premier devoir contracté envers les orphelins est en effet le devoir d'éducation, quelque modalité d'ailleurs que déterminent, pour cette éducation, les préférences paternelles, et des volontés sacrées, quoique parfois inexprimées. L'œuvre des « Pupilles de l'école »



s'efforce déjà de créer dans l'école même, pour ceux qui lui sont confiés, une atmosphère de protection. Il y a déjà aussi quelques « frères et sœurs de guerre », enfants riches qui prennent en charge l'éducation de l'orphelin pauvre. Une classe d'un lycée de Paris a adopté une orpheline et lui constitue une dot. Des principaux de collège offrent de prendre gratuitement des orphelins pour toute la durée de leurs études. Nous ne parlons que d'initiatives d'ordre universitaire. Il existera des orphelins de père et de mère. Mais, s'il y a des enfants sans foyer, il y a des foyers sans enfant, et parmi ces foyers sont les foyers solitaires de beaucoup de nos institutrices. On les a déjà appelées, comme pour susciter, par la magie du mot, un mouvement qui se répandra sans doute, les « mamans de guerre ». La loi votée trouvera les mœurs faites et les cœurs prêts.

Une occasion s'est présentée où l'Université a fait comme l'expérience de ce dont elle

était capable, quand on lui confiait une tutelle. 1 800 enfants serbes sont arrivés en France, la plupart sans parents. Les parents, ou sont morts, ou sont restés sur les routes d'exil. Ces 1 800 enfants ont été répartis dans un grand nombre de nos établissements. L'État fait les frais de leur instruction et de leur entretien. Mais il y a ce que l'État ne peut prévoir. Chaque établissement a aussitôt constitué des comités de patronage pour ces pupilles momentanés. Ces comités ont pourvu à tout et remplacent, dans la mesure du possible, patrie et famille absentes. Faut-il ajouter que nos fillettes ont accueilli les fillettes serbes en les embrassant, la différence des langues ne permettant pas de manifester autrement les sentiments attendris avec lesquels on les voyait venir de si loin ; que les petits Serbes sont reçus les jours de congé, et pendant les vacances dans les familles françaises ; et qu'ainsi nos enfants font à notre pays des amis pour toujours ?

En vérité la guerre, si elle a créé des abîmes, a aussi rapproché et a donné un sens plus plein au mot de fraternité. Dans cette fraternité avertie de nos écoliers, comme dans un sentiment de nature presque familiale, nos orphelins trouveront le plus sûr substitut des affections perdues.

La génération qui grandit devra perpétuer les souvenirs et entretenir les tombes. Pour elle ce soin pieux n'est pas seulement un devoir, mais une dette. Elle se prépare à la payer. Le culte des morts est un des honneurs de ce temps. Celui des morts pour la patrie prend l'importance d'un mouvement religieux. De ce culte les enfants sont les lévites. Dans plusieurs écoles, l'hymne de Hugo est devenu comme une prière du matin. Dans quelques villes, où déjà ont été célébrées des fêtes commémoratives, la jeunesse de nos écoles y a été conviée, symbole de l'espérance mêlée aux regrets, et, d'un geste gracieux, mais en même temps recueilli,

a jeté des gerbes de fleurs sur les tombes de ses aînés. Des Anglais présents à l'une de ces fêtes ont admiré la gravité de ces jeunes officiants ; la gravité des enfants ne surprend plus un Français. En Lorraine, des tombes sont régulièrement entretenues par les enfants des écoles. Dans quelques villes envahies, nous savons que cette pieuse coutume s'est aussi établie. Et, à l'arrière, des lycées et collèges se sont donné le devoir de fleurir les tombes exilées des soldats morts loin de leur pays et loin du champ de bataille, double tristesse.

Pour ces morts-là, on a fait autre chose encore. Rien n'est triste comme l'enterrement d'un soldat dans une ville inconnue, et que les siens n'ont pu venir suivre. Après le combat, sur le lieu même du combat, toutes les mélancolies s'enveloppent de grandeur ; mais, après l'agonie de l'hôpital, la mort et ce qui la suit prennent un aspect plus grand de désolation. Cette sensation éprouvée fut

comme un remords. Alors, nos collégiens suivirent d'abord les convois qui partaient de chez eux, du collège converti en hôpital. Puis on jugea que ce n'était pas assez et, que, quel que soit l'hôpital, le même hommage était dû. Aussi, derrière le cercueil du soldat, le passant peut voir maintenant de grands collégiens qui représentent la jeunesse française en deuil, et qui, dans l'acte qu'ils accomplissent, trouvent eux-mêmes la plus virile des leçons. Les maîtres veillent à ce qu'elle soit mesurée à l'âge et à ce qu'aucune contrainte ne s'y mêle. Mais le service des morts a, lui aussi, ses « volontaires ». C'est ce qui donne un prix infini à ces manifestations multiples du patriotisme scolaire, entre lesquelles nous avons dû faire un choix. Elles ne sont pas l'obéissance à un mot d'ordre ; elles ne sont pas les moyens factices mis en œuvre par une pédagogie méthodique pour entretenir le moral du pays, et associer le plus d'énergies qu'il est possible au combat

nécessaire. Elles sont spontanées, elles sont le libre épanouissement de sentiments profonds. On cherchait autrefois quelle pouvait bien être l'âme de l'école. La patrie est apparue, plus vivante et plus belle que jamais, dans le péril qu'elle courait, et la question ne se pose plus.



## CLASSES SUR LE FRONT

La vision de la mort nous a rapprochés du front. Là, sous la menace constante, là encore, « la classe continue ». L'école est plus que l'école, c'est un lieu de rendez-vous où on vient s'informer et se réchauffer. Des officiers sont attirés par elle, et lui font visite dans les loisirs de leur cantonnement, entre deux combats. Ils daignent parler aux enfants. « C'est ainsi, dit le témoin autorisé qui raconte ces faits, qu'à la faveur de cette horrible guerre, dont ce ne sera pas un des moindres bienfaits, nous voyons se réaliser notre rêve de l'école rendez-vous pacifique

pour toutes les bonnes volontés, maison de famille pour les enfants et pour les parents, foyer national de concorde et d'union. »

Oui, tout près du front, la vie scolaire persiste encore. Quel déchirement quand il a fallu définitivement abandonner l'école devant l'ennemi qui avançait ! « Ah ! ma dernière classe ! écrit un instituteur, j'ai autant souffert que le vieux maître alsacien de Daudet. » Cet instituteur fit bien cependant de congédier ses élèves ; car, l'instant d'après, des obus défonçaient l'école. Tout de même on s'obstine, on fait classe n'importe où, et les instituteurs de l'arrière qui, sous l'uniforme de soldat, viennent voir leurs collègues, admirent cette autre forme de courage. Le préfet de la Marne a félicité officiellement une institutrice d'avoir, en rouvrant son école, à la rentrée de 1914, dans un village qui n'existait plus, donné confiance à tous dans la reprise de la vie française. Mais le zèle n'a pas besoin d'être ainsi

encouragé ; il a, tout au contraire, besoin d'être arrêté. L'autorité militaire s'en charge, et même l'autorité universitaire, là où elle peut pénétrer. On a évité les accidents ; mais, plusieurs fois, il s'en est fallu de peu. Dans la Marne, une troupe d'enfants que l'on conduisait à l'examen du certificat d'études a failli être victime d'une rafale soudaine. A Arras, le principal fait reconduire chez lui l'unique élève qui s'est présenté : la classe où il se serait trouvé fut éventrée. A Saint-Dié, le recteur fait suspendre les cours du collège de jeunes filles, le 5 février 1915. Le 6, à quatre heures du soir, heure de la sortie des élèves et de l'arrivée des mamans, un obus éclata à la porte même du collège. Une école de la Meuse encore ouverte fut démolie ; mais c'était un dimanche, il n'y avait pas d'élèves. Il y avait, hélas ! l'instituteur qui fut tué. L'institutrice de Paissy (Aisne) fait classe dans une grotte ; elle est surprise par un bombardement, elle groupe

les enfants dans la partie de la grotte la moins exposée, les maintient en ordre pendant plus d'une heure, et les abrite de sa personne contre les nombreux éclats en retour arrivant de la grotte et frappant les bancs des écoliers. Ce sont les termes d'une citation bien méritée que nous reproduisons ici.

Les établissements d'enseignement secondaire ont été fermés dans sept villes seulement, en deçà de la ligne du front : Arras, Soissons, Saint-Dié, Pont-à-Mousson, Sainte-Menehould, Verdun, Reims. Partout ailleurs, on a vécu, — dangereusement. Il semble que ce soit donner une victoire à l'ennemi que de céder et de fermer. « Je ne quitterai mon lycée que s'il menaçait de me tomber sur la tête », dit un proviseur. Et une directrice : « Je resterai à mon poste jusqu'à ce qu'on m'oblige à le quitter ». Ce qui est aussi admirable que cette ténacité des chefs d'établissement et des professeurs, c'est la confiance des familles, c'est aussi l'héroïsme

inconscient et la bonne humeur des enfants. Le courage professionnel de nos maîtres, comme ils le pratiquent, se rapproche du courage militaire, et ne continue d'en différer que parce que les jeunes filles en ont leur part. Des professeurs des deux sexes traversent chaque jour, en effet, des zones dangereuses, pour aller faire leur classe. Les élèves, un jour de bombardement particulièrement intense, peuvent manquer le lycée, mais pas les maîtres, bien sûr, ni les maîtresses. On prend quelques précautions, on change les heures de classe, que l'on fait très matinales ; on raccourcit les récréations, mais rien d'essentiel n'est sacrifié. Béthune a deux collèges : collège de garçons et collège de jeunes filles. Mais ils sont fondus en un, au collège de garçons. Depuis dix-huit mois, Béthune a subi 58 bombardements, a reçu 2 800 obus ou bombes. Le collège même a été endommagé. Ce qui frappe l'inspecteur venu de Paris, qui entre dans la maison (car on

continue d'inspecter, ne serait-ce que pour aller porter des témoignages d'admiration et de sympathie), c'est combien la vie se déroule simplement, normalement ; le danger, si voisin, ne trouble ni les élèves ni les maîtres. Les élèves ont été instruits de ce qu'ils doivent faire en cas d'alerte. Chacun a sa lampe électrique, qu'il prend au premier signal, et l'on se dirige vers la cave. Des masques contre les gaz asphyxiants ont été aussi distribués, et les élèves sont exercés à s'en servir. Aucune inquiétude, aucune bravade non plus dans leur attitude. Quant aux maîtres, presque tous séparés de leur famille ou atteints dans leurs affections, ils n'en laissent rien paraître. Tout le monde travaille comme si on avait l'esprit libre de soucis. On doit au principal et à la directrice d'avoir entretenu, par leur action et leur exemple, ce parfait état de santé morale. Mais Béthune n'a pas été une exception. En général, on se porte bien au front.

Les lycées et collèges de l'académie de Nancy ont eu la bonne fortune, au milieu de leurs épreuves, d'avoir dans leur recteur même, M. Adam, un historiographe. On l'appelait familièrement, en temps de paix, le recteur « frontière », parce qu'il tenait ferme le drapeau et, au besoin, en agitait les plis. Il ne sera plus bientôt, nous y comptons, le recteur de la frontière. Mais il aura été, on attendant, un admirable recteur du front. Ses récits, que traverse une paternelle émotion, sont d'une dramatique simplicité. Bombardements, descentes dans les caves, dévouements dont on n'a même plus conscience, et partout le devoir professionnel obstinément accompli, voilà quelle en est la matière, toujours semblable à elle-même. Malgré lui, le lecteur est attiré par les épisodes qui s'y insèrent : un professeur emmené en otage, une maîtresse placée par l'ennemi comme protection en avant de ses troupes ; ou bien une directrice faisant la lecture de journaux

allemands au général de Castelnau ; un principal qui reconnaît dans un officier bavarois un de ses anciens élèves et obtient de lui, par des remontrances bourrues, que des vies humaines soient épargnées. C'est cependant de la trame uniforme du récit que ressort encore la plus grande leçon. Qu'un seul professeur aille tour à tour enseigner la philosophie à Commercy, Bar-le-Duc et Nancy ; qu'une maîtresse, ne trouvant plus d'endroit où faire la classe, aille surveiller à domicile la confection de devoirs qu'elle ne saurait renoncer à donner, ce sont là bien petits faits, sans doute, et qui se passent dans le voisinage de grands faits ; mais ce qu'il y a d'important, c'est l'esprit qui anime ces obscurs serviteurs du devoir, c'est le mépris constant du danger, c'est l'exemple qu'ils donnent, c'est la vie qu'ils contribuent à entretenir. A Saint-Dié, les Allemands sommèrent une toute jeune répétitrice d'aller porter elle-même, à travers balles et obus,



une lettre à la mairie. Pour être sûrs qu'elle remplira sa mission, ils gardent sa mère comme otage. Elle partit, bien que fort timide de sa nature. Et la personne qui fit ce récit à M. Adam ajoutait : « Les martyrs devaient s'avancer ainsi dans l'arène. » Elle revint d'ailleurs. Beaucoup de ses collègues lui ressemblent, et ne se doutent pas plus que la petite répétitrice qu'elles font quelque chose de peu ordinaire. Elles vont où il faut aller, sans se soucier du reste. L'héroïsme est devenu un état. Il faut ajouter que l'éducateur, ayant par profession la pensée tournée vers l'avenir, oriente du même côté la pensée des autres, grand bienfait, surtout quand le présent est ce qu'il est. Un publiciste a intitulé une brochure : *Le travail invincible*. Il songe au travail du laboureur. Ce caractère d'invincibilité convient aussi à l'humble travail scolaire : sous l'obus, il persiste et triomphe.

Ailleurs, on descend dans les caves acci-

dentellement, pour laisser passer la tourmente. A Reims, on y vit. Les écoles des caves de Reims ne sont pas seulement un fait divers pittoresque, elles sont un témoignage de cette volonté de travail dont nous parlons. La rentrée est impossible, en octobre 1914, dans des locaux sans cesse « arrosés ». On patiente un mois, deux mois, espérant une délivrance prochaine. Enfin, en décembre, le maire, M. Langlet, et l'inspecteur primaire, M. Forsant, ont l'idée d'installer des écoles dans des caves. Des réfugiés belges et rémois, qui y avaient déjà cherché un abri, avaient, pour ainsi dire, montré le chemin. Il faut savoir que ce sont des caves particulièrement confortables que celles de Reims, vastes galeries de plusieurs kilomètres de long, creusées dans la craie à des profondeurs variant entre 2 et 10 mètres. La largeur de ces caves varie elle-même entre 5 et 10 mètres. Et la hauteur atteint 3<sup>m</sup>,50. Peu d'humidité et un air renouvelé, grâce à des ouvertures

appelées « essores », percées de distance en distance. On transporte donc dans ces caves le mobilier scolaire : bancs, tables et tableaux noirs. Pour remplacer la gaieté du soleil, on a des plantes vertes, des drapeaux, les portraits des hommes du jour. La maison Pommery eut l'honneur de recevoir la première école. Le succès ayant été rapide, d'autres écoles furent ouvertes dans les caves d'autres maisons. Il y eut quelques déménagements, mais les écoles transportèrent leurs noms avec elles. Ce sont des noms auxquels on tient : école Joffre, école Dubail, école Albert-1<sup>er</sup>. Ne pas désigner l'école par un nom de quartier avait été une mesure de précaution ; elle aboutit à ces choix heureux. Des caisses ou des fûts de champagne servent de cloisons entre les différentes classes d'une même école. On a jusqu'à une salle de récréation et une salle de gymnastique. Dans l'école Dubail, la disposition est un peu différente. On est dans un cellier plutôt que dans

une cave ; ce cellier est une vaste salle de 25 mètres de large et de 60 mètres de long. Elle est divisée par une bâche en deux parties : d'un côté un cantonnement de troupes, de l'autre l'école. Ainsi, même dans les sous-sols, université et armée fraternisent. Dans la partie réservée à l'école, quatre classes occupent chacune un angle du quadrilatère. Au centre sont les tout petits. Il y en a de deux ans. L'école Dubail est à 1 800 mètres de la première tranchée française. Deux instituteurs, dix institutrices, tous volontaires, font leur classe dans ces écoles souterraines. Le canon, dont le bruit arrive étouffé, fait à leurs leçons un accompagnement sourd auquel on est habitué.

Les petits écoliers de Reims ont eu une bonne presse. Des journalistes leur rendirent visite, puis des dames qui apportaient des bonbons. Il y a peu d'écoles où on ait mangé autant de bonbons depuis la guerre. Les puissantes maisons de champagne, qui leur offrent

l'hospitalité, les ont adoptés. Il y a eu, toujours dans les caves, arbres de Noël et cinéma. Les écoliers suisses leur ont écrit de jolies choses, auxquelles ils ont répondu. Ces distractions ne les empêchèrent pas de travailler et de passer avec succès des examens. L'« Accueil français » leur procura des vacances. On s'attendait à ne pas les voir revenir. Les trois quarts revinrent, et ces enfants heureux rentrèrent dans la malheureuse ville en chantant. Leurs parents les attendaient groupés dans une de ces caves-écoles, lieu de réunion désormais consacré. Auparavant, il y avait eu la distribution des prix. Elle eut lieu à l'école Dubail. Le ministre de l'Instruction publique devait venir là présider ; il fut empêché. Le maire, le docteur Langlet, fut alors à l'honneur, comme il a été si souvent à la peine. L'idée même de cette fête souterraine, qui évoque les plus grands souvenirs, était heureuse. Il est conforme à notre humeur de

narguer le destin et de sourire aux pires infortunes. A tous les élèves présents, outre leurs prix, — et des gâteaux, — fut remise cette attestation :

L'élève X..., par son travail et par son assiduité à suivre les cours, malgré le danger et la difficulté des circonstances, a mérité cette récompense.

Dans une cave de Champagne.

Le 332<sup>e</sup> jour du bombardement.

31 juillet 1915.

## DES CLASSES ENCORE

DANS LES RÉGIONS ENVAHIES. — EN ALSACE. —  
DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS.

Et, au delà de la ligne de feu, que deviennent maîtres et élèves? Nous ne savons pas tout, et nous ne pouvons dire tout ce que nous savons. Nous savons qu'on travaille. Un vieil instituteur de l'Aisne, qui a dû à son âge d'être évacué ensuite par les Allemands, nous a raconté comment il rouvrit son école en octobre 1914, le nettoyage énergique qu'avec des moyens de fortune il lui fit lui-même subir (car elle avait servi à tout), puis l'arrivée successive des élèves « qui ne voulaient pas d'abord y croire ». Le difficile fut d'avoir des plumes. On retrouva heureuse-

ment les plumes usagées dans la boîte à craie, où les élèves les déposaient chaque lundi, en échange d'une neuve. On était de bonne garde dans cette école ; et, quand les plumes usagées elles-mêmes vinrent à manquer, ce fut le triomphe du procédé La Martinière. Cette bonne volonté, luttant pied à pied contre les difficultés matérielles, fut l'histoire commune. Des instituteurs allemands demandent à assister à la classe. Ils s'étonnent de ne jamais voir battre les élèves, et cet étonnement fait plaisir. Ceux-ci travaillent bien, et une des tristesses que la prolongation de la guerre apporte à l'instituteur, c'est qu'il ne jouira pas de leurs succès au certificat. Les Allemands, autour de lui, chantent victoire ; mais l'instituteur en croit plutôt le bruit du canon qui ne s'éloigne pas, et il en est à désirer de l'entendre. « Voix du canon, voix de l'espoir », dit-il stoïquement. Cette persistance de l'amour-propre professionnel et des espérances patrio-



tiques, c'est encore l'histoire commune.

L'organisme plus compliqué d'un lycée ou d'un collège est plus difficile à faire vivre, et surtout à faire revivre. On y a réussi presque partout cependant. Un lycée est administré directement par les Allemands, destiné sans doute par eux aux fils de leurs officiers. Ailleurs, les Allemands laissent faire. Dans la plupart des villes, les locaux scolaires ont reçu un autre emploi. Mais, même à Longwy, où le principal résume l'histoire de son collège et de sa ville dans ce court *post-scriptum* d'une de ses lettres : Longwy = Herculanium, même à Longwy, on a trouvé quelque chose. A Lille, c'est l'hôtel du recteur pour le lycée de jeunes filles, la Faculté des lettres pour le lycée de garçons ; à Roubaix, une maison appartenant à M. Motte ; à Tourcoing, un local dépendant de la municipalité. A Douai, une directrice habile a réussi à sauver quelques pièces de son collège, transformé en hôpital.

Dans cet hôpital, les infirmières allemandes soignent les blessés allemands, et les maîtresses du collège les blessés français. Ailleurs, de simples appartements privés recueillent les élèves aux heures de classe.

Partout, on fait tout ce qu'on peut. Tous les ordres d'enseignement se confondent, et les femmes enseignent aux garçons un peu plus encore que de ce côté-ci des lignes. Les Allemands ont souvent refusé de rapatrier des institutrices, mettant en avant cette raison, si honorable pour elles, qu'elles rendraient service à leur pays. Il en est donc resté davantage. D'autres fois, ce sont des maîtresses qui, ayant à choisir, ont refusé elles-mêmes d'être rapatriées : la directrice restait ; on ne voulait pas l'abandonner. Que d'actes admirables, aussi simplement accomplis, nous seront racontés un jour ! Dans quelques villes, il y a même eu des fantômes de distributions de prix. Le recteur et quelques professeurs de faculté sont

allés faire passer des baccalauréats un peu sommaires. On a évité dans la mesure du possible l'immixtion allemande. On a évité l'argent allemand. Des municipalités remettent aux professeurs 30 francs par mois ; ailleurs ce sont des banques qui consentent des avances, ou des caisses d'épargne qui pratiquent les remboursements de livrets par mensualités. Il reste des villes et des villages où nous ne savons pas de quoi vivent nos maîtres. Que de misères aussi nous seront racontées ! On a exigé de certains maîtres des engagements de neutralité. Il y a eu des refus que l'on a fait expier.

Des renseignements sûrs nous ont permis de pénétrer dans quelques-unes de ces classes où l'ennemi ne pénètre pas, vrais sanctuaires. Avec quel frisson, que notre pitié même accrue n'a pas connu, l'enseignement du français est donné et reçu ! On explique les textes avec la ferveur qu'appellent des textes sacrés. Et les devoirs des élèves ressemblent

à des actes de foi. On est entre Français et on ne craint aucune trahison. L'expression contenue cependant des sentiments tire, comme cela arrive souvent, plus de force de cette contrainte même. Nous savons tout cela, et il y a des précisions sous chacun des mots que nous écrivons. Nous savons aussi qu'on fait, en même temps, un sincère effort pour s'abstraire, pour apprendre, pour travailler. Et peut-être est-ce à cet effort dans sa simplicité, que nous devons encore le plus d'admiration et de reconnaissance.

C'est le cœur moins oppressé que nous pénétrons dans les écoles d'Alsace. Elle fut même joyeuse la rentrée de la langue française en Alsace, et la douce langue prit, pour se faire entendre dans le lambeau de terre reconquise, des accents de fanfare. La chronique s'est emparée de la « première classe ». Ce fut à Massevaux, bourg de 3 600 habitants. Un soldat français eut l'honneur de la

faire, n'était-ce pas justice? C'était un Alsacien qui sut parler en patois aux enfants, ce qui provoqua de joyeux éclats de rire. La classe roula sur ce thème : la France est notre patrie. Un petit enfant, interrogé sur ce que faisait son père, répond d'une voix forte, un éclair d'orgueil dans les yeux : « Mon père est soldat français. » Décidément, ce sera besogne facile que de faire des Français de ces petits Alsaciens. Rapidement, l'enseignement est partout organisé. On pratique pour les leçons de langue la méthode directe. La discipline automatique, qui amusait et choquait nos maîtres au premier abord, s'assouplit entre leurs mains, et les élèves prennent, comme feront leurs parents, l'habitude de la liberté. L'autorité militaire a gardé la haute main sur l'administration scolaire, aidée d'ailleurs par un inspecteur primaire d'un département voisin. Il y a déjà 4 500 élèves avec plus de 100 maîtres ou maîtresses. Dans une forte proportion, des insti-

tuteurs et des institutrices en fonctions ont pu être maintenus, présentant des garanties absolues de loyalisme. C'est de bon augure. La même politique sans doute sera continuée. Non que les candidatures fassent défaut pour les fonctions d'enseignement en Alsace. Elles abondent, et déjà une université française de Strasbourg se dessine avec des noms illustres. L'autorité militaire emploie dans une forte proportion aussi les sœurs de la Congrégation de Ribeauvillé. Les autres maîtres sont, comme celui qui fit la première classe à Massevaux, des soldats, instituteurs dans la vie civile. Les petits écoliers reçurent des visites mémorables : celle du Président de la République, celle du généralissime. De toute la France, et, ce qui est plus touchant encore, de l'Algérie, des lettres leur parvinrent. C'étaient les souhaits de bienvenue de la patrie. Ils répondirent en exprimant, sur un ton de naïve sincérité, leur propre joie : on distingue très bien les lettres dictées

par les maîtres de celles qui sont faites par les élèves eux-mêmes. On leur envoya des cartes postales pour leur faire connaître les plus beaux aspects de la patrie rendue, des cahiers avec des rubans tricolores, des livres et des livres. Il en vint tant pour les distributions de prix qu'on constitua, avec ce que l'on ne put employer, des bibliothèques populaires. Ces distributions de prix furent présidées par des généraux. La population, « qui n'avait pas connu de fête véritable depuis 1870 », écrit avec une noble simplicité un Lorrain, donc presque un Alsacien, M. Hinzelin, se pressait sur les bancs. A l'une de ces distributions, une fillette qui avait reçu un prix d'honneur s'écrie : « J'ai un prix de bonheur ! » L'enfant avait entendu, cela arrive souvent même aux grandes personnes, ce qu'elle avait elle-même dans son esprit et dans son cœur.

Une cérémonie plus imposante encore qu'une distribution fut l'examen du certificat

d'études. Il eut lieu à Rougemont-le-Château (territoire de Belfort). Onze aspirants, et cinq aspirantes vinrent des écoles de Massevaux, Chavannes-sur-l'Étang, Montreux-Vieux et Montreux-Jeune. Neuf aspirants, et quatre aspirantes furent reçus. La dictée était une page de Theuriet. Voici quel était le thème de la composition française : *Décrivez votre ville d'Alsace. — Dites pourquoi votre petite patrie est si chère au cœur de tous les Français.* Les copies remises sont conservées, comme des documents scolaires, au Musée pédagogique. Il y en a qui donnent l'impression d'être autre chose que des copies d'élèves, le cri du cœur de l'Alsace. Le jury se composait du recteur de Besançon, d'un professeur de Paris, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, actuellement interprète sur le front, d'instituteurs, et de soldats instituteurs. Celui qui a eu le grand honneur de présider cette séance n'en a pas exagéré l'importance quand, dans le rapport adressé



au ministre, il signale, avec une émotion grave, « le sérieux des enfants et des maîtres, instituteurs civils et militaires, le sentiment profond, instinctif chez les uns, fortement perçu par les autres, de l'acte si simple qui s'accomplissait en ce moment, et qui n'était rien moins que le retour à la France de l'âme et de l'intelligence des enfants de nos bien-aimés frères d'Alsace ».

Le récit que nous venons de faire se rapporte à l'année 1915. En 1916, l'examen du certificat d'études eut lieu, pour les petits Alsaciens, à Rupt-sur-Moselle (Vosges), sous la présidence du recteur de Nancy. Il y eut non plus 16 candidats ou candidates, mais 163.

Allons en Allemagne, suivons les tristes convois de nos prisonniers, entrons dans les camps ; nous y verrons encore, chose inattendue, des universitaires faire leur métier et, par le travail qu'ils s'imposent, et auquel ils convient leurs compagnons, adoucir leur

sort et celui des autres. Parlons d'abord des institutrices ; car il y a des institutrices prisonnières. A Zwickau, où des villages entiers avaient été transportés en exil, deux institutrices des Ardennes, et deux de la Meuse se trouvèrent au milieu de 70 enfants de quatre à treize ans, prisonniers eux aussi. La tentation était trop forte de se dévouer. Mais il fallait une autorisation : elles l'obtinent ; des livres : un sous-officier allemand, professeur de français, prêta trois grammaires. Elles réussirent même à procurer à chaque enfant une ardoise et un crayon. Un morceau de linoléum tint lieu de tableau noir. Les enfants travaillèrent. Le camp fut moins bruyant, et l'atmosphère pour tous fut moins lourde. L'une de ces institutrices écrivait presque gaîment à son inspecteur d'académie :

Les jours de captivité passeront plus vite, nous l'espérons, dans l'exercice du travail habituel. De loin, M. l'Inspecteur d'académie, je suis toujours votre administrée. La distance qui

nous sépare n'est que matérielle ; et instruire les petits Français prisonniers en Saxe vaut bien, n'est-ce pas, faire la classe aux écoliers libres de France.

A Amberg, en Bavière, le même spectacle d'enfants abandonnés et oisifs inspira à un instituteur et à une institutrice le même dévouement.

Dans les camps de prisonniers militaires, les instituteurs se cherchent les uns les autres, comme font sans doute les hommes de toutes les professions. Cependant peu de métiers tiennent à ce point leur homme. L'habitude, qui est la leur, des groupements professionnels a fait naître, jusque dans les camps de concentration, des « amicales », dont les membres se rendent des services de tout genre, d'argent en particulier. Quand un mois de traitement parvient, on ne le garde pas pour soi seul. L'une de ces amicales, à Friedrichsfeld, s'est donné ce nom douloureux : l'Exil. Les instituteurs transportent aussi au camp une autre habitude, celle des « conférences

pédagogiques », et on en voit à Müncheberg qui dissertent sur la meilleure façon d'enseigner l'analyse logique. Ailleurs, on traite de problèmes qui passionnent l'instituteur en France, comme « du meilleur moyen d'assurer la fréquentation scolaire ». Mais il y a quelque chose de mieux que de causer métier entre soi, c'est de faire ce métier. Il y a des illettrés dans le camp. On remédie à l'absence de livres en constituant avec des feuilles détachées une méthode complète de lecture, et on apprend à lire aux camarades. A ceux-là du moins la captivité aura servi à quelque chose. Puis comment ne pas profiter du voisinage d'étrangers pour apprendre les langues étrangères? Il y a des répugnances à l'égard de l'allemand. Mais beaucoup de nos prisonniers reviendront parlant l'anglais, et beaucoup même parleront le russe, qui était peu parlé en France avant la guerre. Ils seront une ressource pour les relations commerciales des deux pays. Le camp de

Gustrow, en particulier, est, semble-t-il, une véritable école de langues étrangères. On aurait perdu quelque chose du tempérament national, si on ne se préparait pas à des examens ; on se prépare donc au brevet et même aux postes et télégraphes ; et ce travail de préparation, dans ces conditions, n'est-il pas un témoignage de bonne santé morale ? A Erfurt, il y a même des cours de latin, de sciences appliquées, de droit. Enfin, on fait ce qu'en France on appelle des cours d'adultes ; on fait des conférences sur des sujets variés. On permet par là à un plus grand nombre d'auditeurs de participer à cette vie intellectuelle qui hausse la pensée au-dessus de misères trop réelles, et sauve par là de la démoralisation.

C'est à Zossen, près de Berlin, que semble fonctionner l'organisation la plus complète ; c'est du moins celle sur laquelle nous avons le plus de renseignements. On a fait circuler, de « gourbi en gourbi », des listes

pour se découvrir les uns les autres. On s'est trouvé 109, dont un professeur de Sorbonne, un professeur de lycée, un inspecteur primaire. Les maîtres trouvés, on recruta les élèves. Il s'en présenta 350. Des Belges demandèrent ensuite à être inscrits ; et quelques Russes sollicitèrent des leçons de français. On répartit les hommes par groupes de 20 environ ; et des leçons furent organisées tous les jours de huit heures et demie à onze heures et demie, et de six à neuf. L'amicale de Zossen tient des séances toutes les semaines, et les fonctions de président ne semblent pas être une sinécure : perpétuelle réfection d'un emploi du temps que les départs de maîtres et d'élèves pour d'autres camps troublent sans cesse, relations avec l'autorité allemande, enfin correspondance avec la France. Car, en France, on sut ce qui se passait. Des sociétés d'aide intellectuelle se formèrent pour ces prisonniers, à l'entretien matériel desquels on s'était d'abord con-

tenté de songer, et qui nous rappelaient que, même mal nourri, le corps n'était pas tout pour eux. L'une d'elles vise en particulier les étudiants. Le ministère, les éditeurs envoyèrent les fournitures scolaires réclamées, et des livres. On fut quelque peu étonné de la nature des livres demandés ; et on constata, avec émotion, que quelques-uns là-bas poursuivaient des études difficiles, entreprenaient de véritables travaux, et on salua de loin leur force d'âme. Le délégué de la mission catholique de Fribourg, après avoir visité le camp d'Altdamm, écrivit à la femme d'un inspecteur primaire pour la féliciter du rôle qu'avait joué son mari auprès de ses compagnons de captivité, et qu'il résumait en l'appelant le « chef intellectuel » du camp. Beaucoup d'universitaires ont mérité le même jugement et la même appellation. Ils le doivent à ce qu'ils ont représenté, dans les souffrances physiques, la détresse morale et l'ennui pesant, le travail sauveur.

## LES UNIVERSITÉS ET LEUR « POLITIQUE ÉTRANGÈRE »

Nous avons moins parlé de l'enseignement supérieur que des autres ordres d'enseignement. En un sens, il a été le plus atteint par la guerre. De plus de 42 000 en janvier 1914, le nombre des étudiants de nos universités était tombé, en décembre de la même année, aux environs de 10 000, et c'est à peine s'il se maintient autour de ce chiffre. Encore les étudiantes et les étrangers représentent-ils presque la moitié de ce total. Il y a donc 32 000 étudiants en moins. Ceux-là se battent. Les cours ont lieu cependant.



La composition de l'auditoire de certains cours est impressionnante : des mutilés et de jeunes veuves, de vraies mutilées elles aussi, qui viennent chercher les moyens de refaire leur vie. Les sujets des cours publics s'inspirent des événements, tout en se tenant au-dessus de l'actualité. M. Lanson traite du « développement de l'idéal français de culture nationale et humaine chez les grands écrivains des trois siècles classiques ». Cet exemple marque bien le caractère de ces cours. Enfin on travaille. Les publications scientifiques paraissent. On fait effort pour garder libre une part de son esprit et la donner aux tâches habituelles. Il y en a qui mettent à profit les loisirs de l'hôpital. Il arrive du Val-de-Grâce des communications à l'Académie des Sciences. Il y en a même qui ont prélevé ces laborieux loisirs sur les repos que laissent les combats. La Sorbonne a délivré deux doctorats posthumes. La thèse de M. Daniel; brillant travail sur la déter-

mination de l'âge des arbres et des plantes, dont l'auteur a été tué comme lieutenant d'artillerie, fut achevée dans le voisinage des caissons. Et on a raconté comment un jeune et brillant écrivain, Maurice Masson, a poursuivi dans les tranchées la correction des épreuves de sa thèse sur la *Religion de Rousseau*, n'ayant pas fui « ce divertissement qui s'offrait à lui ».

Il y a des travaux d'ordre scientifique provoqués par la guerre même : des travaux d'histoire d'abord. On a recherché les causes. On a voulu mieux connaître amis et ennemis, on a ausculté le passé pour y lire le secret de l'avenir. Puis des historiens prévoyants ont pensé à faciliter la tâche de leurs successeurs, en amassant des documents authentiques sur le présent. L'initiative est partie de Grenoble où, dès 1914, un chef de sang-froid invita les instituteurs à recueillir sur la mobilisation même toutes les notes pouvant servir à l'histoire future ; et ces notes prises

sur le vif sont comme des instantanés où nous voyons se former, dans les couches profondes du pays, la vague qui devait le soulever. Le ministre de l'Instruction publique donna lui-même ensuite des indications pour la constitution de véritables répertoires de documents. Il ne s'agit pas de l'histoire militaire, ni de cette histoire politique dont les journaux fourniront la matière. Il s'agit de l'histoire régionale et locale qui fut si intense, si riche en manifestations de tout ordre, et dont le souvenir risquerait de s'effacer. Tout ce qui touche à la guerre reçoit d'elle un reflet, et prend une valeur historique. Dans le même esprit, on a conseillé à chaque commune de faire des dossiers de lettres parvenues du front, de cahiers de route, dont les familles permettront au moins de prendre copie. Il y a dans cet effort presque préventif pour tout sauver de l'oubli, et comme pour amasser des reliques, un mélange d'esprit scien-

tifique et d'un véritable esprit de piété.

L'histoire enregistre les événements ; il s'agit pour d'autres sciences d'en modifier le cours. Comme on parle des arts de la paix, il faut parler aujourd'hui des sciences de la guerre. L'ennemi nous a forcés à mobiliser mécaniciens et chimistes. Ils sont là toute une armée qui fait besogne secrète ; respectons son silence et fions-nous à lui : on pense bien que des savants français ne travaillent pas inutilement. Ils ne travaillent pas non plus sans danger pour eux ; et hier on décorait, sur son champ de bataille à lui, Ernest Fourneau, chimiste de l'Institut Pasteur, grièvement blessé. Ce qui résume et symbolise cette vocation nouvelle de nos savants, et ce qui commente éloquemment les paroles du ministre anglais de l'Instruction publique par lesquelles nous commençons cette étude, le ministre français de l'Instruction publique est devenu en même temps ministre des Inventions utiles à la défense nationale.

La science elle-même a momentanément une patrie.

A une science de guerre, en particulier, notre médecine et notre chirurgie militaire, les événements créent un champ d'expériences de proportions imprévues. Nos médecins, maîtres et étudiants, ont été parmi les meilleurs serviteurs du pays qui n'en a eu que de bons. Ils ont été les égaux en courage des plus braves. Ils se sont fait tuer sans chercher à tuer. Alors que le reste de l'humanité n'a plus pour objet que de créer de la souffrance, ils sont restés ceux qui luttent contre elle. Décimés eux-mêmes en face d'obligations qui se multipliaient, ils ont réalisé des miracles d'énergie physique et de dévouement professionnel. Et, chez les hommes de science, l'esprit d'observation et de recherche a été heureusement stimulé. Entre tous les savants, les médecins ont gardé, malgré l'heure, le droit aux joies de la découverte, puisque cette découverte se

traduit en applications immédiatement utiles. Aussi jamais les comptes rendus de l'Académie de Médecine n'ont-ils été aussi nourris. On classe les observations, les cas. On constitue officiellement les « archives médico-chirurgicales de la guerre ». L'art de guérir rivalise en progrès avec l'art de tuer. De jeunes étudiants font leur thèse, comme acheva la sienne Maurice Masson, dans des installations souterraines, pendant l'intervalle des dangers et des services. Ils tirent même leurs sujets le plus souvent des expériences de la guerre. Il est arrivé que des chefs de corps, frappés par le spectacle de ce labeur méritoire, ont demandé à signer la préface de ces thèses. Il y a mieux encore. Un jeune médecin auxiliaire, M. Perrin, préparateur à la Faculté des Sciences de Grenoble, blessé à la cuisse, a fait, dans son lit d'hôpital, une thèse sur son propre cas. Il avait d'autre part reçu la médaille militaire et la croix de guerre. On comprend que le doyen de la Faculté de

Médecine de Paris ait tenu à assister à cette soutenance et à féliciter le candidat. Il était impossible de tirer plus élégamment parti de la souffrance et de se montrer envers la mauvaise fortune plus beau joueur.

Si la science française ne chôme pas en France même, nos universités ont mis une coquetterie, depuis que la guerre dure, à en assurer et à en étendre le rayonnement au dehors. Nos universités avaient depuis quelque temps une « politique étrangère », comme on l'a appelée, qui succédait à un trop long effacement. Le moment n'était pas venu d'en changer. Et la France prouva que, ramassée qu'elle était sur elle-même pour une lutte effroyable, elle avait encore assez d'hommes, assez d'argent, assez de liberté d'esprit aussi pour entreprendre des fouilles archéologiques en Grèce ou en Espagne, pour envoyer des maîtres enseigner dans ses jeunes instituts de Florence, de Madrid et de Pétersbourg. Avec l'Amérique du Nord en parti-



culier, jamais les échanges de professeurs ne furent plus actifs. Jamais autant de professeurs français ne franchirent l'océan Atlantique, ce qui ne veut pas dire qu'ils le franchirent encore en assez grand nombre. Mais souvenons-nous que, il n'y a guère plus de quinze ans, Brunetière, pour un pareil acte, parut quelque peu paradoxal. Depuis deux ans, MM. Le Braz, Basch, Le Breton, Hovelaque, Buisson, Foucher, Jouffre de la Pradelle, Lichtenberger, Caullery ont suivi le chemin qu'il avait tracé. M. Lanson vient de partir à son tour. L'hiver dernier l'Alliance française d'Amérique a manifesté le désir d'entendre des professeurs-soldats. On lui a envoyé le capitaine Merlant, relevant à peine d'une grave blessure, et le sergent Coville, auxquels était réservé un accueil enthousiaste. L'exposition de San Francisco, à laquelle la France eut le bon goût de participer, fut pour la France intellectuelle l'occasion d'un hommage presque continu. Des



conférences furent données ; et, à côté de ces conférences de quelque apparat, deux leçons françaises eurent lieu chaque semaine, faites par M. Delamare, secrétaire général de la Fédération de l'Alliance française en Amérique, et M. Chinard, directeur du département français à l'Université de San Francisco. Cette régularité tranquille d'un enseignement français, à San Francisco, en 1915, ne manquait pas de noblesse. Un livre, « la Science française », fut publié pour cette même exposition, sous la direction et l'impulsion de M. Lucien Poincaré, où les maîtres de chaque discipline déterminent la large part de la France dans l'histoire de chacune d'elles. Ce livre fut répandu à des milliers d'exemplaires. Des éditions successives le tiendront au courant ; des traductions en seront faites. Enfin, par les soins de notre office des universités, une bibliothèque a été constituée des œuvres les plus représentatives de la science et de la litté-

rature de notre pays. Trois mille volumes la composaient ; et elle garnissait les murs de la salle où étaient données nos conférences, et qui fut appelée le salon de la Pensée française. Les Américains, qui gardent volontiers leur chapeau sur la tête, n'entraient dans le salon de la Pensée française qu'en se découvrant. Cette bibliothèque a été donnée, sur la demande qui nous en a été faite, à l'université de San Francisco. Et une société a été constituée, sous le nom de société des « Amis de la France », pour en assurer l'entretien et le développement. Cette bibliothèque a eu un autre succès : la ville de Barcelone a demandé qu'une toute pareille lui fût concédée ; et M. Lucien Poincaré vient d'aller brillamment l'inaugurer, en même temps qu'une statue de François Arago, que la même ville de Barcelone a voulu élever justement cette année. Modestes victoires, mais qui ne coûtent pas de sang, et qui permettront à l'autre victoire de produire tous ses fruits.

Nous entrevoyons quelques-uns de ces fruits. Jamais le prestige de notre pays n'a été plus grand à l'étranger, prestige dû à nos soldats plus qu'à nos conférenciers sans doute. Mais la France héroïque et la France intellectuelle ne sont qu'une seule France ; et c'est bien ainsi qu'elle apparaît à qui la regarde de loin. Ceux qui l'avaient aimée pour le seul charme qui émanait d'elle éprouvent comme un remords de ne l'avoir pas aimée comme elle méritait de l'être ; mais à personne elle n'inspire ce sentiment, où il entre autant de défiance que de respect, voué à la force qui n'est que force. Tout ce qui pense dans le monde, et en particulier en Amérique, « croit » en la France, avec la nuance de mysticisme que ce mot comporte. Quel est donc le secret de la France ? demandait à M. Hovelaque un Américain étonné, comme tous ses compatriotes, des forces improvisées qui ont jailli de notre sol et de nos âmes. Ce secret, on s'apprête à

venir le lui demander, on s'apprête à venir se mettre à son école. On le dit tout haut. Un illustre professeur de là-bas explique comment le sentiment de répugnance éprouvé pour une nation « à ce point dominée par une philosophie nationale aussi dépravée » a ruiné une autorité intellectuelle établie avec quelle habileté cependant ; comment, au contraire, la noble attitude de la nation française se dressant devant l'épreuve « lui a valu un respect profond pour sa vie littéraire ou savante, pour sa culture nationale ». Et il conclut que ces faits ont inspiré aux Américains le désir de s'instruire plus que jamais à l'école et à l'exemple de la France. On ne s'en tient pas aux paroles. Des actes se préparent, nous pouvons l'affirmer. En même temps, la politique prévoyante de nos universités a abaissé la barrière de formalités coûteuses qui, jusqu'ici, faisait souvent reculer les étrangers. Les universités allemandes ont choisi le même

moment pour se fortifier par des mesures vexatoires contre l'invasion de la clientèle étrangère, afin de pouvoir dire sans doute qu'elles écartent ceux qui ne viennent plus, à elles. Nous osons donc concevoir les plus hautes espérances.

Ces espérances nous créent des devoirs. Nos universités, dont la caisse propre est alimentée par les droits d'inscription, vivent de rien ou de peu, depuis que les étudiants les ont quittées. Elles n'ont rien demandé à l'État. On se défend contre la faillite à une heure où il faudrait fourbir son outillage et améliorer son installation, pour recevoir des hôtes attendus. La France a de si lourdes charges, elle aura tant de plaies à panser que des cliniques et des laboratoires risquent d'intéresser médiocrement l'opinion, et d'attendre longtemps le bon vouloir des pouvoirs publics. Il peut même paraître impertinent et impie d'avoir en ce moment de pareils soucis. Il y va cependant d'une

chance presque inespérée à saisir, et de l'avenir de notre influence dans le monde. La clientèle scientifique vaut, elle aussi, que l'on fasse quelques frais pour elle. Il faudra donc que les universitaires, qui ont eu toutes les formes de courage, aient le courage d'une apparente inopportunité et de l'indiscrétion.

L'Université a rendu au pays un dernier service. Elle a parlé pour lui pendant qu'il se battait, et ces combats de l'arrière furent aussi des combats. L'Allemagne intellectuelle avait attaqué, on se souvient comment. Quatre-vingt-treize savants, c'est-à-dire quatre-vingt-treize témoins de la vérité avaient accepté de mentir pour leur patrie. Les universités françaises et les différentes Académies répondirent. Du manifeste des universités françaises, dont les phrases martelées et pressantes semblent avoir été écrites pour le bronze, il n'est que juste de rapprocher la réponse faite par les instituteurs français à

leurs collègues allemands. Ceux-ci avaient tenu ce raisonnement : on sait ce que nous valons comme instituteurs ; il n'est pas vraisemblable qu'une armée sortie de nos écoles ait commis des atrocités. Les instituteurs français répondirent : cela n'est pas vraisemblable, en effet ; mais cela est, et vous discutez sur ce qui est vraisemblable, parce que vous n'osez discuter sur ce qui est. Il faut dire, malgré ces joutes brillantes et quelques articles retentissants, que la propagande française fut pendant longtemps d'une extrême discrétion. N'avions-nous pas notre bon droit qui parlait pour nous ? Et les esprits les plus nobles parmi les neutres ne furent pas insensibles à la dignité de notre silence. Mais, quand il apparut que la guerre devait durer, quand on comprit que la séduction exercée sur les neutres faisait partie du plan de campagne de l'ennemi, il y eût eu quelque naïveté à prolonger ce silence.

Dès septembre 1914, deux professeurs



impatiens d'être utiles à leur pays, MM. Rébelliau et Lévy-Brühl, concurent le projet d'un journal en plusieurs langues. L'Alliance française facilita la réalisation de ce projet, en mettant à leur disposition ses moyens d'action, ses locaux, ses correspondants, son *Bulletin* même qui devint le *Bulletin de guerre de l'Alliance française*. Le premier numéro paraissait le 1<sup>er</sup> novembre 1914, en français et en espagnol. Cinq mois après sa fondation, le *Bulletin* paraissait en neuf langues et atteignait 70 000 lecteurs. Il paraît aujourd'hui en dix langues : français, allemand, anglais, danois, espagnol, grec, hollandais, italien, portugais, suédois et touche 200 000 lecteurs. D'autres universitaires, sous le nom d'*Études et documents sur la guerre*, publièrent des brochures dont nous ne citerons pas les titres, parce qu'ils sont connus de tous, et dont quelques-unes eurent le don d'exaspérer l'ennemi. D'autres séries de brochures suivirent, celles de la *Bibliothèque d'histoire*



*contemporaine*, celles de la *Revue hebdomadaire*, etc. Mgr Baudrillart, à la *Société des conférences*, a fait l'historique de cette propagande française, et a noblement rendu hommage à l'effort des professeurs de l'Université. Qu'il soit permis en retour de se souvenir que sa jeunesse appartient à cette Université et lui fit honneur, et de tirer pour elle quelque orgueil de l'admirable propagande à laquelle son nom est attaché. En visant l'étranger, beaucoup de brochures ont d'abord atteint les Français et, les confirmant dans l'instinctif sentiment de leur bon droit, leur ont apporté du réconfort. Cependant il vint à des universitaires encore, sous l'infatigable inspiration de M. Lavissee, l'idée d'une autre tâche : elle consistait à n'avoir en vue que les Français et à ne s'adresser qu'à eux seuls, mais à eux tous. De là les *Lettres à tous les Français*, leçons d'optimisme raisonné, qui furent répandues par dizaines de mille, et que nos instituteurs

firent pénétrer dans les plus humbles hameaux. Ainsi tous ont combattu dans l'Université, à l'arrière comme au front. Il n'y a pas de non-combattants, en effet, dans cette guerre. Celui qui se sent quelque forme d'énergie que ce soit, se demande : Que puis-je faire pour mon pays ? et le fait. Les professeurs dont nous avons parlé, ne pouvant plus tenir l'épée, se sont mobilisés eux-mêmes pour d'autres batailles. La science, l'autorité, le talent, étaient des armes. Ils s'en sont servis.

## L'EXAMEN DE CONSCIENCE DE L'UNIVERSITÉ

Engagée ainsi dans la lutte, l'Université fut amenée à faire un retour sur elle-même, à sonder ses responsabilités et à mesurer l'efficacité de son action. Toute grande épreuve invite à de semblables examens de conscience. Cet examen est plus nécessaire pour ceux qui enseignent, et qui sont comptables pour les autres en même temps que pour eux-mêmes. L'Université prête donc l'oreille, comme le pays entier, aux leçons de la guerre. Mais alors que, après 1870, tous les ordres

d'enseignement furent ébranlés par le contre-coup des événements et durent subir des remaniements profonds, il semble que les responsabilités lui soient moins lourdes à porter aujourd'hui et qu'une crise pédagogique ne doive pas, cette fois, sortir de la crise politique que nous traversons. L'Université ne prétend pas avoir sciemment façonné cette âme que le pays s'est découverte, et que des ressorts mystérieux ont fait jouer. Elle eut la collaboration heureuse de ce que les philosophes appellent l'inconscient, et où des forces venues du passé s'élaborent. Tout de même ses enseignements n'ont pas trop mal tourné, et elle a sa part dans le rôle joué par la jeunesse sortie de ses mains. Le pays n'éprouve pas de colère à son sujet, et se tourne plutôt vers elle avec un sentiment de reconnaissance. On lui demandera donc d'abord de rester fidèle à elle-même. Il ne se peut pas cependant que d'aussi grands événements ne ressortent d'utiles leçons.

Elle aura appris d'eux le prix de l'union entre les Français ; et la neutralité, qui est sa loi, se teintéra de plus de respect encore pour toutes les forces morales qui ont soutenu l'âme française pendant l'épreuve, et de plus d'amitié entre les hommes. Elle aura appris des mêmes événements l'utilité de la règle, de la discipline, de la coordination des efforts, puisqu'on n'ose plus se servir du mot « organisation ».

Il n'est pas douteux, non plus, et nous avons signalé déjà des symptômes de ce mouvement d'opinion chez les élèves eux-mêmes, qu'une prédominance jalouse sera réclamée dans les programmes pour tout ce qui est notre langue et notre tradition. La culture classique bénéficiera de la même faveur, comme une vieille nourrice qui fait partie de la famille. Les pédagogues allemands, dans un accès de nationalisme frénétique, se hérissent en ce même moment, et veulent secouer la superstition de l'anti-

quité. A quoi bon, écrit l'un d'eux, les discours de Cicéron quand on a ceux de Bismarck? A leur aise! les choses seront plus claires ainsi: d'un côté toute l'humanité du passé et du présent; de l'autre, l'Allemagne. L'amour passionné que nous portons à notre littérature ne souffre pas, chez nous, de l'admiration que celle des autres pays nous inspire, ni de la reconnaissance que nous ressentons pour les lettres antiques. Et, à y regarder de près, cette sécurité de l'affection témoigne d'une foi plus grande dans la valeur de son objet.

On a pu craindre que, l'Allemagne se réclamant de la science et des méthodes scientifiques, elle n'eût réussi à les disqualifier à nos yeux, et que quelque réaction imprudente ne se produisît où elles seraient enveloppées. Ce serait tomber dans le piège, et nos ennemis se réjouiraient du bon tour qu'ils nous auraient joué, en nous faisant croire que la science est allemande. Il con-

viendra seulement de perdre l'habitude, à laquelle une pédagogie de défaite s'était peut-être trop facilement pliée, d'associer ces deux mots, et de ne plus parler aussi complaisamment de « science allemande ». La science est française, au moins autant. Il conviendra par suite, et cela est déjà commencé, de revendiquer ces titres de la France dans l'histoire des sciences. Nous avons cité un livre dont tel a été l'objet. D'autres ont paru qui ont pour auteurs les savants les plus qualifiés, dont l'un, hélas ! vient d'être subitement enlevé, Duhem. Et cette revendication a servi, en même temps, à marquer le caractère de l'esprit français dans les découvertes françaises. Une conscience plus nette de notre génie nous a été donnée ; nos gloires sont sorties de l'anonymat où nous les laissions tomber. A tous égards, il était temps que fût faite cette revision et cette comparaison des titres.

Malgré ses appétits d'annexion, l'Alle-

magne n'a pas pu s'annexer la science ; nous ne la lui livrerons pas, sous ce prétexte qu'elle l'a compromise par l'usage qu'elle a fait d'elle. Même dans l'ordre des sciences historiques et philologiques, nous continuerons à nous servir de méthodes que nous avons apprises aux Allemands, s'ils nous les ont rappries. Mais nous nous attacherons en même temps à des qualités que nous n'avons jamais réussi à leur apprendre. Devant toutes les tentations de réaction, nous saurons garder ainsi une mesure française. Même la langue allemande, que boycottent nos enfants, survivra dans nos programmes, si elle y perd un rang auquel elle n'avait pas droit. Nous saurons aussi faire une place plus grande à l'enseignement professionnel, sans retomber dans le défaut d'une excessive imitation.

Rien de tout cela ne comporte une révolution. L'édifice s'est montré solide sous l'ouragan, quoique les réparations à faire et



les retouches à apporter nous apparaissent mieux. Il serait aussi imprudent, en ce qui le concerne, de vouloir tirer trop de leçons de la guerre, que de n'en pas tirer du tout.

Cet examen de conscience de l'Université a été poussé plus à fond. Et, pour cet approfondissement, l'analyse a été secondée par l'action, qui souvent nous révèle à nous-mêmes. Jamais l'Université n'avait aussi exactement défini pour elle-même les traditions et les principes qu'elle représente. Elle avait enseigné la philosophie, sans se douter qu'elle avait une philosophie à elle ; elle avait des aspirations et des tendances que l'aveuglante clarté de la lutte a précisées. Il a fallu que cette guerre extraordinaire mobilisât les idées après les hommes. Toutes les idées françaises se sont rangées en bataille. Alors le pays a reconnu ce qu'il croyait, l'Université ce qu'elle enseignait. Là est le secret de cette confiance réciproque renforcée ; là est un des secrets aussi d'une

unanimité qui nous surprend nous-mêmes. Les plus incrédules se sont découvert une foi, les plus réalistes un idéal ; et cette foi, et cet idéal sont les mêmes pour tous. Ils sont au fond de l'âme de ceux même qui en reconnaissent d'autres. Et enfin ils ne font qu'un avec les enseignements essentiels de l'Université. Tandis que, selon la profonde remarque de Renouvier, le culte de la force et du destin est le vice capital de la pensée et de la civilisation germaniques, le culte de la liberté est l'aboutissement de la pensée française de tous les temps, et le centre autour duquel gravitent toutes nos dévotions intellectuelles ; il donne chez nous au culte même de la patrie, qu'il complète, comme un horizon plus large et un prestige d'universalité.

L'école française se dresse, forte de ce dogme à elle, en face de l'école allemande. Celle-ci se prétend victorieuse, parce que, au dire de la *Pädagogische Warte*, nos classes

auraient manqué de maîtres pendant la guerre. Cela est faux, nous l'avons vu ; et cette victoire ressemble à d'autres victoires allemandes. Mais le débat est plus haut. Il s'agit pour nous d'une croisade philosophique. Le mot a été imprimé pour la première fois, je crois, par M. Boutroux. Mais la pensée a été souvent exprimée. Plus consciente pour l'élite intellectuelle, elle a pénétré les âmes de tous les combattants, et devient pour eux un principe supplémentaire de courage. Tous ont entendu les mêmes voix. Et, l'un d'eux nous l'a dit plus haut, tous ont senti plus ou moins descendre sur eux comme le secours surnaturel de l'idée pour laquelle ils luttent. Ils savent qu'elle peut ne pas empêcher de mourir, mais qu'elle-même ne meurt pas, et que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle.

On a parlé justement de la responsabilité de l'école allemande. Personne, parmi nous, ne s'aviserait de lui reprocher l'ardeur de son

patriotisme, car nous avons à un haut degré le sentiment de la réciprocité ; mais elle a sciemment et méthodiquement intoxiqué le peuple qui lui était confié, faisant servir l'éducation à des fins politiques aujourd'hui avouées. En face de cette formidable responsabilité, l'école française n'a rien à se reprocher. Quiconque a franchi son seuil, pour y recevoir le plus haut enseignement ou le plus humble, sait qu'il n'a jamais été trompé. Or, par cette seule horreur du mensonge officiel, nos maîtres ont, sans même l'avoir cherché, mieux servi leur pays. Ils n'ont pas commis ce péché contre l'esprit qui est de subordonner la vérité. Ils n'ont pas trahi l'enfant qui se livre à eux sans défense. Ils n'ont pas, comme eût dit « leur » Kant, abaissé des fins au rang de moyens. Il en résulte qu'ils n'ont point de part dans le crime présent, s'ils en ont dans la résistance qu'il a rencontrée.

L'Université de France a la conscience

pure. De nobles combattants se mettent en paix avec Dieu avant d'aller courir le risque de mort. Une des forces de l'Université, à cette heure redoutable qui met à l'épreuve toutes les puissances morales au service de la France, est de se sentir en communion avec le pays, en paix avec la conscience humaine.

Il faut ajouter un dernier mot : Université n'a jamais aussi fortement signifié union, union de tous ceux qui la composent à quelque titre, soldats et civils, hommes et femmes, maîtres et élèves, depuis les grands semeurs d'idées-forces jusqu'à la fillette de l'école de hameau qui a fait, en tricotant, sa campagne d'hiver. Grâce à cette union, les grands exemples ont été répandus, les courages sans cesse exaltés, les leçons ont mieux porté, il y a eu une contagion des bonnes volontés et un courant continu d'énergie. Union sacrée dans l'Union sacrée, qui lui survivra, comme elle l'a précédée, qui fait de l'Uni-

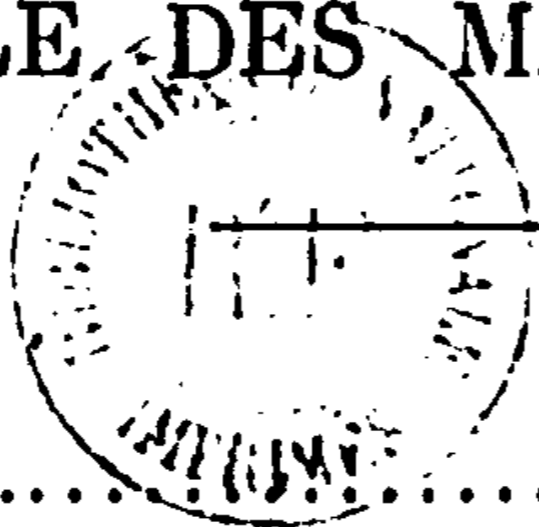
versité une des institutions les plus robustes et les plus harmonieuses du pays, une force non seulement pour la paix, mais pour la guerre, qui lui a donné de se mesurer avec les devoirs les plus divers et d'apparaître, en face d'eux, comme une grande personne morale.



---



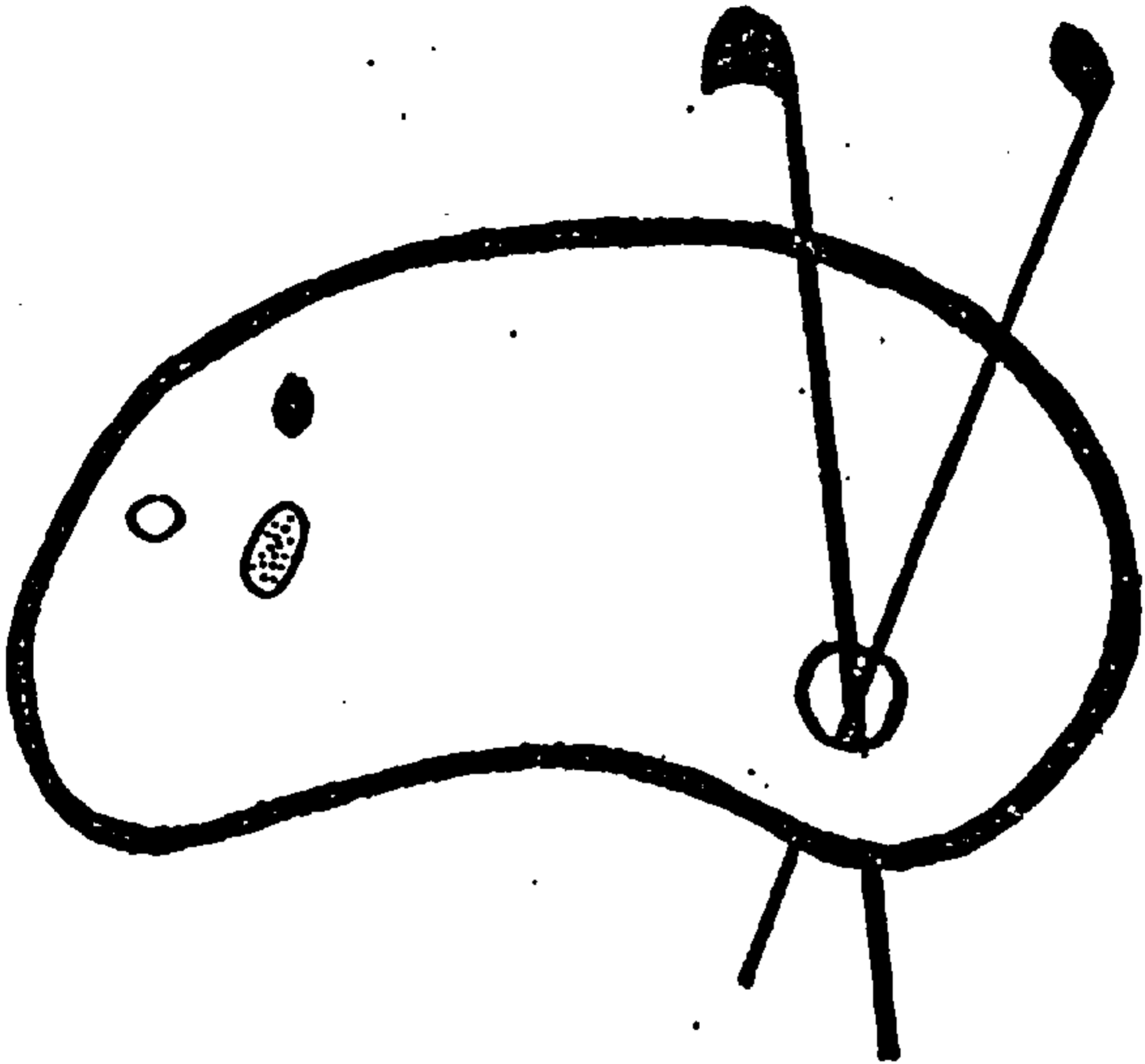
## TABLE DES MATIÈRES



L'École normale.....	1
L'université au feu.....	12
L'héroïsme civil.....	33
« La classe continue ».....	51
Classes de guerre.....	67
Œuvres de guerre.....	79
Classes sur le front.....	104
Des classes encore : Dans les régions envahies ; en Alsace ; dans les camps de prisonniers.....	118
Les universités et leur « politique étrangère »....	135
L'examen de conscience de l'Université.....	154







**ORIGINAL EN COULEUR**  
**NF Z 43-120-8**

